

rouge

journal d'action communiste

bimensuel

L'AVANT ORGANISONS
GARDE REVOLUTIONNAIRE



n° 11 / 1 franc

5 février 1969

le rejet du rejet

Sept mois après les élections qui virent se dessiner une importante majorité gaulliste, alors qu'on aurait pu s'attendre à un front bourgeois plus homogène que jamais face au mouvement ouvrier et étudiant, on assiste en fait, à un début d'éclatement des rangs du gaullisme : en dépit des apparences, le régime n'a pas réussi à se renforcer après le coup très dur qui lui a été porté en mai. Aujourd'hui, personne ne peut plus contester que la course au pouvoir est ouverte dans les rangs de la bourgeoisie. En affirmant qu'il entend terminer son mandat, c'est à sa propre classe que De Gaulle répond. L'existence d'une droite anti-gaulliste n'est pas nouvelle. Bien avant mai, une fraction de la bourgeoisie satisfaite par l'installation d'un Etat fort et la disparition de la démocratie bourgeoise parlementaire ne voyait plus les avantages de la forme bonapartiste qu'avait dû prendre cet Etat. En contestant la trop grande personnalisation du pouvoir, des gens comme Lecanuet, Giscard d'Estaing ou Mitterrand exprimaient l'inquiétude de nombreux capitalistes quant à la non-préparation par De Gaulle de sa succession (ce qui est dans la logique du bonapartisme). La mise en ballottage de De Gaulle aux présidentielles fut un premier avertissement qui ne visait certes pas à renverser le Général — initiative qu'aucun bourgeois n'était prêt à risquer — mais à jeter les bases d'un après-gaullisme. La vague révolutionnaire de mai obligea la bourgeoisie à ressouder ses rangs derrière celui qui, une fois de plus, « avait sauvé la France », c'est-à-dire les intérêts fondamentaux du Capital.

Mais ces « événements » ont aussi contribué à accentuer les craintes de la droite : elle a pris conscience que le prestige du Général n'était plus suffisant à maintenir le système (cf. l'épisode du référendum en juin) et que celui-ci n'a pu trouver une issue à la crise que dans la mesure où le P.C. et les directions syndicales l'avaient bien voulu.

Depuis les élections, aucun problème n'a été résolu, et la bourgeoisie s'attend à juste titre à l'éclatement de nouvelles luttes sociales. C'est devant cette échéance qu'elle se détermine, en s'efforçant de trouver la meilleure formule capable d'empêcher ces mouvements et d'éviter la carence totale du pouvoir qui s'était produite pendant quelques jours en mai. Cela signifie clairement qu'une fraction de la bourgeoisie est prête, éventuellement, à sacrifier

De Gaulle pour sauver l'essentiel ; ce qui ne veut pas dire qu'elle le fera car les risques d'une telle opération sont énormes et dépendent avant tout de l'attitude de la classe ouvrière et de ses organisations. En tout état de cause, les faiblesses du régime apparaissent avec ampleur. Notamment le fait que De Gaulle ait été incapable de créer derrière lui un véritable parti. L.U.D.R. qui regroupe des arrivistes, des aventuriers et une partie de la pègre est une formation conjoncturelle beaucoup plus liée au Bonaparte qu'à l'Etat fort. Il est vraisemblable que les capitalistes cesseront de s'y reconnaître après le départ de De Gaulle. Poujade a beau expliquer la lutte interne qui s'y déroule comme étant un signe de force, il est clair que la succession se prépare aujourd'hui à l'extérieur de cette formation, comme à l'intérieur. D'un côté, Pompidou (appuyé par Tixier-Vignancour) qui rêve d'une alternative musclée accentuant les côtés répressifs de l'Etat et ouvrant la voie à une fascisation du régime, de l'autre côté E. Faure qui mène une politique personnelle dans la perspective d'un pouvoir fort, orienté « à gauche », et qui pour cela juge qu'il serait plus efficace, si cela était possible, d'y intégrer le mouvement ouvrier et étudiant, plutôt que de le matraquer. Dans ce débat, la plus belle discipline de la majorité vole en éclat : « Ceux qui expliquent le mouvement de mai par un quelconque complot international font preuve d'un esprit primaire » (interview à France-Inter le 24 janvier). On se demande qui est visé...

Il serait vain de notre part d'ignorer ces clivages même s'ils ne remettent pas en cause le but commun. Mais tout le problème est de savoir à partir de quels critères nous prenons une position. Avec ces débats internes — abondamment reproduits par la presse — se développe une campagne de mystification très dangereuse qui tend à faire disparaître les intérêts de classe au nom de la condamnation de la politique du tout ou rien. La direction du P.C., on pouvait s'y attendre, marche à fond dans cette optique : Certes, la politique d'E. Faure n'est pas la nôtre mais c'est un progrès par rapport au passé, étudiants tous aux urnes !

Dans la même émission à France-Inter, le représentant de l'Humanité, Philippe Bouvard, après s'être entendu avec le ministre pour reconnaître que c'est bien le

P.C. qui le premier a condamné les violences, (dont acte), a demandé à Faure s'il ne croyait pas qu'avec sa politique plaquée sur le système gaulliste des monopoles, etc., ne se produisait par un phénomène « de rejet » de la part d'un régime dont la nature était incompatible avec la réforme. Cette image du rejet employée par Bouvard est un vrai symbole, qui montre qu'avec le P.C.E. Faure a gagné. En effet, admettre cette analogie cardiaque, c'est admettre qu'il y a antagonisme de classe entre la politique du gouvernement et celle de Faure, dont le domaine universitaire n'est qu'une application sectorielle et c'est cela que nous refusons. Pour nous, le véritable choix qu'on veut nous imposer est le suivant : Acceptez-vous volontairement de participer à la consolidation de l'Etat capitaliste ou préférez-vous que Mardellin vous l'impose ou vous fasse taire. Qu'E. Faure s'étonne de notre refus du dilemme, c'est normal, c'est lui qui est ministre du gouvernement gaulliste. Quant à nous, notre position n'est pas nihiliste : notre action dans les facultés comme dans les entreprises vise à préparer les meilleures conditions pour renverser le système et instaurer en France une démocratie socialiste.

La participation telle qu'elle nous est proposée à l'université sous ses formes spécifiques fait partie d'une optique politique générale que nous n'acceptons pas. Nous ne suivrons E. Faure que sur un point : lorsqu'il déclare que la politique universitaire en fait recoupe toutes les grandes options. Quant au 2^e souhait du ministre, que les révolutionnaires apportent un programme concret partant de l'analyse de la formation sociale en France, qu'il ne se lamente pas, c'est un de nos objectifs que nous commençons justement à réaliser par notre journal, par nos actions, par la réflexion de nos militants et des comités d'action.

La crise actuelle qui secoue la bourgeoisie est un indice réconfor- tant qui prouve l'ampleur de la crise sociale et politique. Les responsabilités des militants regroupés autour de « Rouge » n'en sont que plus importantes dans la tâche immédiate qu'il se sont fixé de donner à l'avant-garde révolutionnaire une organisation capable dans des secteurs de plus en plus importants de répondre à une des principales carences du mouvement de mai : l'absence d'un parti révolutionnaire.



Je désire prendre contact avec la rédaction de Rouge :
— afin d'assurer une correspondance régulière...
— afin d'intégrer ou de constituer un groupe de diffusion
— afin de participer à un Cercle Rouge.

Nom
Adresse
Profession
Age
Lieu de travail

Toute correspondance « ROUGE » : B.P. 201 Paris-19^e

assistance publique

le rôle des militants révolutionnaires



Les travailleurs de l'Assistance Publique font à nouveau parler d'eux (cf Rouge n° 5). Depuis plus de quinze jours ils sont mobilisés contre les mesures gouvernementales d'austérité qui les frappent, et mènent des luttes remarquables par bien des aspects.

Malheureusement, leur combat isolé reste ignoré des autres secteurs de la classe ouvrière bien qu'il concerne tous les autres travailleurs. Avant de faire le bilan de ces luttes et d'en tirer les leçons, il nous paraît nécessaire de rappeler la fonction sociale que remplit l'A.P., et pourquoi le Pouvoir s'attaque à elle.

L'A.P. est une branche particulière du travail social, celle qui assure l'entretien de la force de travail, sous forme de soins médicaux. De la même façon qu'il a besoin de nourriture, de logement, de loisirs, etc., l'ouvrier réclame les soins médicaux pour « reconstituer » sa force de travail et continuer de la vendre à l'employeur.

Ainsi, en France, un million cinq cent mille cardiaques assurent un travail productif normal et sont reversés sur le marché du travail après avoir été traités ou, plus généralement, en suivant un traitement d'entretien. Pour ses besoins élémentaires le travailleur reçoit directement un salaire. Parallè-

lement, est versé dans un « pool » commun, sous forme de cotisations à la Sécurité Sociale, un salaire différé qui correspond au coût des soins médicaux. Le patronat, pour diminuer ses coûts de production, a évidemment intérêt à maintenir les salaires aussi bas que possible, aussi bien les salaires versés directement aux travailleurs, que les salaires différés qui constituent de fait le budget de la Santé Publique. Or, l'augmentation de la consommation médicale et les progrès techniques de la dernière décennie, font que le coût de la Santé Publique croît sans cesse — de façon géométrique et structurelle — plus vite que le revenu national. Ainsi dans un système soumis aux lois de l'économie capitaliste, il apparaît une contradiction irréductible qu'aucune mesure « technique » ne peut résoudre (cf Cahier Rouge n° 2, « La Médecine Confisquée »). C'est seulement dans ce cadre que l'on peut comprendre les mesures partielles décidées l'an dernier par le patronat et le gouvernement, formulées dans les ordonnances sur la Sécurité Sociale qui ne sont, d'ailleurs, pas étrangères au mécontentement de la classe ouvrière avant mai. Ces mesures qui frappaient l'ensemble des travailleurs ont été en partie remises en cause par les accords de Grenelle. Ceci explique pourquoi le Pouvoir, l'impassé budgétaire aidant, se devait de prendre de nouvelles initiatives. Mais aujourd'hui, il ne pouvait annuler ouvertement ces accords (et mettre les directions syndicales dans l'obligation de réagir) et risquer une riposte unie des travailleurs en s'attaquant, sur ce point, à l'ensemble de la classe. Il a donc choisi de réduire les coûts de la Santé Publique — par le petit bout — en frappant un secteur considéré comme marginal, isolé, peu organisé, sans tradition de lutte, peu politisé et sous-syndicalisé.

Brutalement l'administration de l'A.P. annonce que le prix des repas pour le personnel passe de 1,15 F à 2,50 F et

que le paiement des jours chômés est supprimé. En outre comme dans toute entreprise capitaliste, on augmente les « cadences » en intensifiant le travail : 1.500 licenciements, non application des 40 heures, etc. L'ensemble de ces mesures et de quelques autres revient à diminuer le salaire des travailleurs de l'A.P. d'environ 5 %, ce qui aujourd'hui, face à l'augmentation générale des prix, est énorme. Le Pouvoir pensait, sans doute, avoir fait un habile calcul. En effet, le personnel de l'A.P. est soumis à une discipline rigide et sans pitié, et à un système d'avancement qui ne tolère aucune incartade.

Encadré par des chefs, sous-chefs et surveillants de tout ordre, il doit accepter de nombreux contrôles et se soumettre aux horaires imposés. On espérait que ce personnel — composé en grande partie de travailleurs sans qualification, souvent fraîchement immigré, qui effectuent des travaux ingrats (ménage, laverie, cuisine, etc.) et trouvant difficilement à s'embaucher en cas de licenciements — plierait une fois de plus l'échine.

Spontanément de nombreuses réactions, d'abord sporadiques et isolées apparaissent : des restaurants (Lariboisière, Saint-Louis, Necker) furent occupés ; ailleurs (Bichat) on refusa d'aller à la cantine (où les repas servis sont généralement infects). L'effervescence s'empara du personnel qui commença à envisager des actions plus importantes. Mais les sections syndicales n'avançaient aucun mot d'ordre et ne proposait aucune mobilisation. Chaque hôpital restait isolé.

La situation semble se débloquer sur l'initiative de jeunes travailleurs et infirmiers de l'hôpital Saint-Louis qui allèrent un soir, avenue Victoria, siège de l'administration centrale, présenter leurs revendications. Abandonnés à eux mêmes, ils tentèrent d'occuper les locaux, mais sans directives se retrou-

vèrent bientôt sur le trottoir, face à l'Hôtel de Ville où ils entrèrent en force (en mettant en fuite les gardiens de la paix de service à la porte) à la recherche naïve de quelques élus municipaux. Pendant cette période, suivant diverses modalités, d'autres actions ont lieu presque partout dans l'A.P. Face à cette poussée, la direction C.G.T. fait voter dans les assemblées du personnel une grève de 24 h et propose, comme d'habitude, diverses délégations et pétitions. Les autres centrales — non sans quelque démagogie — appellent à une manifestation avenue Victoria. Le lendemain, 2.000 personnes s'y trouvent, faisant le pied de grue sur le trottoir, en attendant le retour des délégués qui n'iront pas plus loin que la loge du concierge.

Chaque jour, dans les hôpitaux, les travailleurs se réunissent en assemblée, espérant en vain quelques mots d'ordre, quelques perspectives d'action concrètes. Les directions syndicales sont incapables de répondre à l'attente : on reste isolé, aucune propagande n'est faite à l'extérieur, on ne cherche pas à unifier, à coordonner les actions qui restent sporadiques, partielles et dispersées. La combativité à la base n'est pas encore entamée. Une nouvelle manifestation est décidée — devant précéder une entrevue des quatre centrales avec Schumann —. 7.000 à 8.000 personnes se retrouvent place de l'Hôtel de Ville, parquées comme des moutons par des forces de police considérables. L'atmosphère n'est pas à la fête. Chacun sent qu'il s'agit là, une fois de plus, d'un enterrement : après avoir piétiné quelques heures, on rentre la tête un peu basse. Quelques centaines de jeunes travailleurs et d'étudiants envahissent la chaussée en scandant « ce n'est qu'un début... ». Le cœur n'y est pas ! Quelques bureaucrates syndicaux sont un peu effrayés, mais tout rentre dans l'ordre...

Les jours suivants, alors que la C.G.T. engage une campagne « anti-étudiante » et « anti-gauchiste » — il faut bien trouver des boucs émissaires — le mécontentement est général, mais le découragement aussi. A Saint-Louis, les travailleurs refusent de porter le deuil, et votent en assemblée, la grève illimitée si l'entrevue avec Schumann ne donne rien. A Bichat, on vote la grève tournante. Ce dernier propose une variation des index, ce qui revient à donner au personnel le mieux payé quelques avantages dérisoires et strictement rien aux autres travailleurs.

(A Bichat, Saint-Louis, Necker, Lariboisière, on déroute les étudiants. A Cochin, on ira jusqu'à la manière forte.) Ce résultat lamentablement ridicule est présenté comme une victoire par les sections syndicales qui usent de divers subterfuges pour faire revenir sur le vote des jours précédents, grève par service, grève partielle, etc. Les travailleurs protestent.

A cette occasion, un étudiant « gauchiste » violemment pris à partie par une déléguée de la C.G.T., est défendu par tout le personnel ouvrier présent à l'assemblée, qui quitte d'ailleurs la salle lorsqu'on interdit à l'étudiant de prendre la parole. Aujourd'hui, bien que la démobilisation ne soit pas complète, le bilan est lourd. Après quinze jours de lutte, de grèves partielles, de manifestations, les travailleurs de l'A.P. n'ont pratiquement rien obtenu.

Les causes de cet échec résident dans la manière dont a été mené le combat ; il nous faut voir maintenant ce qu'il aurait été possible de faire et

quel rôle peuvent assumer les militants révolutionnaires dans ces luttes spontanées auxquelles les directions syndicales sont incapables de donner des perspectives et un aboutissement.

Il est à noter en premier lieu qu'il s'agit là des premières luttes sur l'A.P. dans lesquelles les militants révolutionnaires peuvent s'insérer et, malgré leur faible implantation, intervenir de manière quelque peu significative. Dès les premiers jours ils prirent la parole chaque fois que cela était possible dans les assemblées ou dans les groupes de travailleurs qui se formaient spontanément, à la porte des restaurants par exemple. Il n'est pas suffisant aujourd'hui de dénoncer les directions ouvrières sans rien proposer. Il ne s'agit pas non plus de reprendre des revendications syndicales en les « durcissant » un peu pour faire plus « gauche ». Ce que réclament les travailleurs, au-delà de leurs revendications immédiates, ce sont les perspectives politiques et les formes organisationnelles qui seules, permettraient de les faire aboutir.

Le maintien de l'hégémonie réformiste ou stalinienne dans la classe ouvrière repose sur la stratégie, depuis un siècle, appliquée par les directions ouvrières qui consiste à séparer arbitrairement luttes politiques et luttes revendicatives. Les revendications économiques sont traditionnellement laissées à l'initiative des syndicats chargés de canaliser la mobilisation ouvrière, et de faire de temps à autre quelques démonstrations de force (défilés, rassemblements) qui permettent ensuite aux Partis Ouvriers de marchander au parlement contre quelques mesures sans lendemain, la force qu'ils ont précédemment déployée derrière eux. Hormis ces deux perspectives, d'une part participer au programme-couillon traditionnel et d'autre part voter pour un candidat « ouvrier » aux législatives, aucune autre alternative n'est proposée depuis plusieurs décades à la classe ouvrière. Sortir de cette impasse, c'est, par les luttes qui naissent un peu partout, que les militants révolutionnaires ne peuvent pas déclencher, mais auxquelles aujourd'hui ils participent, montrer qu'il est possible de lier la lutte revendicative à la lutte pour le pouvoir par des mots d'ordre sur le contrôle ouvrier. Il ne s'agit pas dans n'importe quelle circonstance, de plaquer spécifiquement le mot d'ordre « contrôle ouvrier » mais de trouver dans chaque cas particulier « la traduction » qui correspond à la situation concrète que les travailleurs sont en train de vivre. Ainsi cette dernière quinzaine, les militants révolutionnaires dans l'A.P. ont avancé le mot d'ordre de contrôle des prix des repas par les travailleurs afin qu'ils vérifient eux-mêmes sur les livres que l'administration pouvait payer. De la même façon, ils ont proposé la grève des caisses et leur occupation par des piquets organisés de telle manière que les employés ne soient pas soumis à la répression. A partir de là, les travailleurs comprennent que pour maintenir de telles formes de lutte, il leur est indispensable de s'organiser de façon autonome dans des comités de base et que nécessairement ceux-ci doivent se coordonner. Sur ce point aussi les militants révolutionnaires de l'A.P. ont fait une propagande qui appelait à l'unification des différents mots d'ordre et des diverses actions et qui sollicitait la solidarité active des travailleurs des entreprises voisines de l'hôpital. Ainsi la lutte revendicative n'est-elle pas inutile, mais devient le point de départ pour des actions plus vastes, plus payantes.

Dans les luttes de ces deux dernières semaines, si l'intervention des militants révolutionnaires a été encore faible sur le plan des actions concrètes, ils ont cependant entrevus le rôle éducatif et d'ailleurs nouveau qu'ils devaient désormais assumer, et la possibilité réelle d'organiser un nombre non négligeable de travailleurs qui entrevoient l'existence d'une stratégie révolutionnaire. Par ailleurs, un nombre important de travailleurs a imposé aux directions syndicales que le droit de parole leur soit accordé.

Ceci permet d'augurer que ces luttes ne resteront pas sans lendemain et nous pouvons dire sans aucun doute qu'elles trouveront des prolongements de tout ordre.

conventions collectives : accord ne veut pas dire harmonie



— Les groupements de travailleurs ou d'employeurs liés par une convention collective de travail sont tenus de ne rien faire qui soit de nature à en compromettre l'exécution loyale. Ils sont garants de l'exécution de la convention par leurs membres.

Il ne s'agit pas de l'état d'exception en Espagne mais du Code du Travail (Code du Travail, livre I, titre II, chapitre IV bis, article 31 H).

Est-ce là la grande conquête ouvrière que l'on nous présente habituellement ?

Pour la classe ouvrière, la lutte contre l'arbitraire patronal poussée jusqu'à l'extrême — le contrat individuel de travail — est pour ainsi dire à la base même de la constitution du mouvement ouvrier.

Il apparaît donc à première vue que la revendication des conventions collectives à l'échelle d'une entreprise et à plus forte raison à l'échelle d'une branche industrielle est une juste revendication unificatrice.

Et c'est un fait :

— Que la convention collective d'entreprise unit en principe l'ensemble des travailleurs dans de mêmes objectifs de lutte.

— Que la convention collective d'une branche industrielle unit la revendication de toute une branche et limite les effets de la concurrence entre les travailleurs.

— Que la discussion des conventions collectives, les campagnes d'explication ont fait avancer l'idée d'un certain nombre de revendications. Par la proposition de différents mots d'ordre, le syndicalisme a contribué à l'éveil de nouveaux besoins (congés, formation permanente...).

Mais là encore, il serait absurde de penser que la bourgeoisie a accepté ces procédures sans qu'elles présentent pour elle de quelconques avantages.

Si nous poussons l'analyse plus avant, nous devons constater que cette uniformisation relative ne fait pas que développer la solidarité de classe.

L'uniformisation dans une branche joue le rôle de régulateur dans les conflits internes de la bourgeoisie. Les grandes entreprises n'ont pas intérêt à couler toutes les petites entreprises : la rémunération du travail dans ces petites entreprises doit être suffisamment basse pour que la grosse entreprise y retrouve son compte en

leur confiant les travaux de sous-traitance et suffisamment haute pour que ces petites entreprises ne compensent pas par cette économie sur les salaires la différence de productivité due à la taille de l'entreprise et n'arrivent pas ainsi à leur faire concurrence.

L'établissement d'une convention collective déterminant des minima de salaires — qui sont les salaires effectifs dans les petites entreprises mais qui sont très souvent nettement dépassés dans les grosses entreprises — correspond parfaitement à ce but des industriels.

A l'heure de l'internationalisation croissante de l'économie et du développement accéléré des monopoles, il faut insister sur le fait que la concurrence jouant à l'échelle internationale, c'est à l'échelle internationale que se déroule en fait la concurrence des travailleurs.

Les conventions collectives de la sidérurgie n'ont nullement protégé les travailleurs français de la concurrence que représente la production mauritanienne dont les salariés sont surexploités (mais dont les capitalistes sont les mêmes !).

Les conventions se traitent branche par branche et organisent la disparité de situation des travailleurs.

Alors que métallurgie et bâtiment calculent sur la base de semaines de travail de 45, 50 parfois 55 heures, les négociations se font dans des branches comme le textile pour l'indemnisation du chômage partiel (semaines de travail de 36 voire 32 heures).

Les conventions contiennent, en leur sein même la différenciation entre les travailleurs. On y décide des abattements d'âge et des primes d'ancienneté. On y codifie ensemble, patrons et ouvriers, l'énorme fourchette dans la hiérarchie des salaires. Ce sont les « coefficients Parodi » établis à la libération.

Ainsi, la convention collective nationale de l'imprimerie de Labeur et des Industries Graphiques précise :

— les appointements d'un cadre ou d'un agent de maîtrise doivent normalement dépasser de 10 % au moins la rémunération globale de tout membre du personnel le plus directement placé sous ses ordres.

Dans une grande entreprise, on imagine aisément que l'escalier des salaires a plus d'une marche.

Ainsi la convention collective nationale des cadres et ingénieurs de la tannerie développe la philosophie de cette hiérarchie :

— Les organisations syndicales convaincues de l'importance de la fonction des cadres pour la bonne marche des usines et des services commerciaux,

— convaincues que le bon recrutement des cadres, leur compétence technique, leur dévouement à la tâche et la bonne harmonie entre les employeurs et eux importe au premier chef dans leur intérêt commun, ainsi que dans celui de la main-d'œuvre et du consommateur,

— convaincues que ce dévouement et cette compétence ne sauraient subsister et se perpétuer dans la profession sans des conditions d'existence dignes et stables.

Ont résolu d'établir entre elles la convention collective ci-après...

Le deuxième avantage essentiel des conventions collectives lié d'ailleurs au précédent serait pour les travailleurs la reconnaissance des travailleurs comme classe organisée.

Il est vrai que la reconnaissance des organisations ouvrières n'a pas été naturelle mais le résultat de longs combats de la classe. Cependant il faut comprendre qu'aujourd'hui le patronat ne craint pas tant les organisations ouvrières que la grève sauvage et le débordement des organisations.

De plus, la base de toute convention reste nécessairement la reconnaissance implicite ou explicite de la propriété du patron sur l'entreprise et la reconnaissance de la légitimité du profit, même si certaines conventions sont précédées de préambules baratinant sur l'entreprise unité sociale et humaine. La convention collective nationale de la reliure, brochure, dorure, insiste :

— la présente convention a pour but d'améliorer le sort du personnel en préservant les possibilités de développement et de progrès des entreprises entre tous les membres de la profession dans le respect de la fonction patronale et de ses délégations aussi bien que de la dignité de la condition ouvrière des rapports de bonne entente dans une franche et parfaite loyauté.

Il faut croire que ces préambules ne suffisent pas à rassurer les patrons. La convention collective des cadres des entreprises grainières d'Ile de France stipule : « Les cadres s'engagent à l'intérieur du lieu de travail respecter le droit de propriété des employeurs, leur liberté individuelle et la liberté du travail. »

Enfin, ce n'est jamais la classe ouvrière qui est reconnue, c'est le groupe des salariés d'une entreprise ou d'une branche. Et il n'est pas rare que les conventions collectives prétendent se fonder sur une pseudo-spécificité de l'exercice de la profession.

Ne nous attachons pas au préambule de la convention collective de Gens de Maison du Rhône : « Les parties contractantes considèrent que le fait pour les gens de maison de vivre sous le toit des personnes qui les emploient et de participer ainsi dans une certaine mesure à la vie familiale confère à cette profession un caractère particulier. »

« Les relations entre les employeurs et les employés de maison doivent être basées sur la considération et la confiance mutuelles. »

« L'employé est tenu d'accomplir tous les travaux exigés dans l'intérêt de la famille avec laquelle il vit en communauté. »

Plus significatif est l'exemple de la convention collective nationale des banques :

« Afin d'établir pour le personnel des banques un statut garantissant l'indépendance et la dignité de chacun et en vue d'assurer l'harmonie nécessaire à la bonne marche des services à la défense des intérêts communs de la profession et au rendement de son activité pour l'économie de la nation, la présente convention a été adoptée. »

Face à cette tactique patronale, les directions syndicales, se refusant à attaquer de front la collaboration de classe et la participation, s'empêtrant dans leurs contradictions.

Car si on accepte de placer les revendications au seul plan de l'entreprise ou même de la branche, il devient illégitime de refuser ensuite les contraintes de l'entreprise dans une économie de marché.

Mais simultanément, si les directions syndicales veulent continuer de représenter quelque chose, il ne peut être question pour elles d'attaquer de front la combativité ouvrière et se faire les agents directs de la répression patronale.

Cette contradiction, Dreyfus, le P.D.G. de Renault, a expliqué aux directions syndicales le 12 décembre qu'il la comprenait fort bien :

« Les organisations syndicales saavaient, leur dit-il, que pour obtenir le résultat que nous inscrivons dans notre contrat, il fallait que l'entreprise tourne le mieux possible. Cela voulait dire un engagement précis, contractuel, de la part des organisations syndicales à nous aider à faire tourner l'entreprise le mieux possible. »

...Il est arrivé alors à plusieurs reprises que les organisations syndicales ont lancé des mouvements qui n'étaient pas conformes à la lettre des contrats. Je suis suffisamment réaliste et je faisais suffisamment confiance à leur bon sens pour savoir qu'il ne pouvait pas en être autrement, tout en le regrettant et c'est pourquoi nous n'avons jamais rompu le contrat, malgré ces coups de canifs. »

Or, dans la période actuelle, les entreprises se trouvent toutes sur la « corde raide » et les patrons ne peuvent rien accorder de substantiel aux travailleurs qui pourrait redorer le blason et justifier la pratique des directions syndicales.

Les bureaucrates syndicaux posent maintenant des questions : comment le conseil d'administration à Saint-Gobain peut-il tant promettre aux actionnaires alors qu'il a si peu accordé aux travailleurs en mai-juin ?

Il y a aussi des travailleurs qui voudraient bien poser des questions à leurs bureaucrates : pourquoi, en juin, les ont-ils pressé de reprendre le travail, - ce qu'il était possible d'obtenir ayant été obtenu ? -

Comment, maintenant, les bureaucrates vont-ils pouvoir justifier par l'intérêt que représente la connaissance de l'entreprise, leur présence aux diverses instances de collaboration ?

qu'est-ce qu'une convention collective ?



La convention collective est un accord relatif aux conditions de travail conclu entre, d'une part, une ou plusieurs organisations syndicales de travailleurs et, d'autre part, une ou plusieurs organisations d'employeurs ou tout autre groupement d'employeurs ou un ou plusieurs employeurs pris individuellement. -

Code du Travail, livre I, article 31 a.

DISPOSITIONS HABITUELLEMENT CONTENUES :

Les conditions d'exercice du droit syndical et de représentation du personnel, les formes éventuelles de l'information sur l'emploi, les conditions d'embauche et éventuellement de réembauche, les conditions d'avancement et de promotion, la détermination des salaires minima (indices et hiérarchie, primes...), la durée du travail et les jours fériés, chômés et payés, l'attribution des congés et des congés exceptionnels, les problèmes de maladie et d'accident, d'hygiène et de sécurité, les modalités de travail des jeunes et des femmes...

ENTREPRISES CONCERNÉES PAR L'ESTABLISSEMENT EVENTUEL D'UNE CONVENTION COLLECTIVE

Toutes les entreprises (avec modalités spéciales dans l'agriculture et la marine) à l'exception des entreprises publiques (pour lesquelles les travailleurs sont soumis à un statut).

A QUI S'APPLIQUE UNE CONVENTION COLLECTIVE ?

A tous les salariés des entreprises dont le patron :

- soit a signé la convention,
- soit appartient à un groupement ou une organisation syndicale signataire.

Une convention peut être locale, départementale, régionale, nationale.

conventions et fixer les salaires et leurs « accessoires », des accords concernant un ou plusieurs établissements déterminés peuvent être conclus entre, d'une part, un employeur ou un groupement d'employeurs et d'autre part, les représentants des syndicats les plus représentatifs du personnel du ou des établissements intéressés.

De tels accords sont soumis au même droit que les conventions collectives (type accords Renault).

QU'EST-CE QUE LA COMMISSION SUPERIEURE DES CONVENTIONS COLLECTIVES ?

Présidée par le ministre des Affaires sociales, elle comprend le ministre de l'Economie nationale, le président de la section sociale du Conseil d'Etat, 16 représentants des travailleurs (C.G.T. 6 - C.G.T.-F.O. 4 - C.F.D.T. 4 - C.F.T.C. 1 - C.G.C. 1), 16 représentants des employeurs (dont C.P.N.F. 10), 3 représentants des intérêts familiaux (U.N.A.F.).

Se réunissant au moins une fois par an, la commission doit donner un avis sur l'extension d'une convention ou sur toute difficulté survenue dans la négociation d'une convention.

La commission est en outre chargée d'étudier la composition d'un budget type servant à la détermination du S.M.I.G. et doit suivre l'évolution du coût de la vie.

COMMENT SAVOIR S'IL Y A UNE CONVENTION COLLECTIVE APPLICABLE DANS VOTRE ENTREPRISE ?

C'est la décision du ministre des Affaires sociales de rendre obligatoire à toutes les entreprises de la branche industrielle — sur le plan local ou national — l'application d'une convention, que l'employeur soit ou non membre de l'organisation patronale signataire.

QUELLES CONDITIONS UNE CONVENTION DOIT-ELLE REMPLIR POUR ETRE SUSCEPTIBLE D'ETRE ETENDUE ?

CADRE

— les conventions doivent déterminer le cadre territorial qui sera le leur,

— les conventions doivent comprendre toutes les catégories professionnelles de salariés d'une branche d'activités définie.

ELABORATION

— les conventions doivent être élaborées par une commission mixte composée des représentants des organisations syndicales les plus représentatives, d'une part d'employeurs, d'autre part de travailleurs et convoquée par le ministre des Affaires sociales ou son représentant.

CONTENU

— une série de conditions de forme et de fond sont nécessaires pour envisager l'extension, dont les modalités d'organisation de l'apprentissage dans la branche !

PROCEDURE D'EXTENSION

Arrêté pris par le ministre des Affaires sociales après avis de la commission supérieure de conventions collectives (le ministre peut ne tenir aucun compte de la position de la commission).

ACCORDS D'ESTABLISSEMENT

Pour adapter les dispositions d'une convention collective préalablement conclue ou pour pallier l'absence de

Lois du 25 mars 1919, du 24 juin 1936, du 23 décembre 1946, du 11 février 1950.

BIBLIOGRAPHIE

En plus de la bibliographie « générale » donnée dans le numéro 10, à signaler le numéro spécial « Conventions collectives du Travail » de septembre 1967 de « Liaisons Sociales ».

CORRESPONDANTS OUVRIERS

Dans vos envois, expliquez les modalités concrètes par lesquelles s'exerce l'exploitation patronale...

Relatez les faits de résistances ouvrières...

Informez les militants sur la ligne et la pratique des organisations syndicales.

Envoyez des correspondances précises et documentées avec si possible photos et illustrations.

B.P. 201 Paris 19^e
« ROUGE »

démocratie ouvrière oui ! bureaucratie syndicale non !

la démocratie syndicale à la c.s.f. d'issy-les-moulineaux

Les cégétistes de la C.S.F.-Issy viennent d'avoir une belle démonstration de ce que leur direction syndicale appelle la « démocratie » et des méthodes qu'elle emploie.

Les accords de Grenelle accordent à toutes les entreprises de 1.000 à 3.000 ouvriers, le droit d'avoir 2 délégués supplémentaires avec l'attribution de 15 heures pour chacun.

Le problème s'est donc posé à la C.S.F. d'élier ces deux nouveaux représentants.

Certes, le bureau C.G.T. a beau affirmer que cette loi est une conquête importante des grèves de Mai, il n'en a pas moins pensé que les deux camarades à désigner devraient être d'une part le trésorier et d'autre part le secrétaire syndical, qui déjà bénéficient d'heures du fait de leurs responsabilités.

Où est donc l'intérêt des travailleurs alors que certains ateliers restent encore non représentés ? L'élection de ces deux délégués aurait pu permettre la représentation effective de ces ateliers.

Nous rappelons notre position : les 2 délégués syndicaux doivent être :

- le Secrétaire Syndical
- le Trésorier Syndical

Mais qu'importe ! La stabilité vaut bien qu'on accepte de cumuler des tâches.

Donc le bureau ayant pris sa décision, avant d'en informer le patron et l'Union Locale, il ne lui restait plus qu'à la faire entériner par la Commission Exécutive. En effet, la seule instance souveraine en cette matière, c'est la C.E. puisque le bureau n'en est que l'émanation.

Qu'à cela ne tienne ; simple formalité à remplir : la C.E. est convoquée.

Seulement voilà : par 21 voix contre 7, la C.E. a condamné les méthodes du bureau et a refusé ses « propositions », expliquant que la véritable démocratie syndicale consistait à discuter au sein même de la commission du choix des délégués.

Le bureau décide alors de passer par-dessus l'avis de la C.E. et convoque une assemblée des syndiqués pour trancher la question.

Pour réagir contre ces méthodes bureaucratiques la majorité de la C.E. demande au bureau de convoquer une réunion de la commission avant l'assemblée syndicale. Le bureau refuse, violent ainsi les statuts même de la C.G.T.

Voilà ce que les bureaucrates appellent la démocratie !

Pour faire connaître sa position (la position majoritaire), il ne restait plus à la C.E. que de s'adresser individuellement à tous les syndiqués.

Mais l'Union Locale a, elle aussi, montré que dans certaines circonstances, la démocratie ouvrière qu'elle prétend défendre aux yeux de tous les ouvriers n'était pour elle qu'un principe vide de sens, que dans certaines circonstances, il n'était pas question de l'appliquer : ils ont refusé de taper la lettre de la C.E., alors obligée de s'adresser à un imprimeur.

L'assemblée eut lieu en présence d'un représentant de l'U.S.T.M. (Union Syndicale des Travailleurs de la Métallurgie). Celui-ci a vainement essayé de justifier l'attitude du bureau ; devant l'échec de cette tentative, devant la coupure de plus en plus nette entre la base des militants et les permanents, il a engagé une autre tactique : le chantage ; pour lui, le seul moyen de résoudre le conflit, ce n'est pas de tenir compte des avis majoritaires ; non, c'est de dissoudre purement et simplement la C.E. « Et bien sûr, camarades, cette dissolution dans la situation politique actuelle, affaiblirait les positions du syndicat alors qu'il fallait préparer activement la journée d'action du 12 février. »

Une solution provisoire a été adoptée par l'assemblée : pour ne pas perdre le bénéfice des 30 heures, il fallait élire 2 délégués immédiatement.

Le trésorier et un autre membre de la C.E. (déjà délégué du personnel) ont été désignés provisoirement jusqu'au 1^{er} mars.

Pourquoi une telle attitude ? La C.S.F. n'est pas une exception.

Le même représentant de l'U.S.T.M. était quelques jours plus tard au congrès de la C.D.C. (Compagnie des Compteurs) de Montrouge. Il a expliqué qu'il fallait exclure les « gauchistes » des sections syndicales C.G.T., et que si l'ensemble d'une section syndicale devenait « gauchiste » elle serait dissoute. Tous les moyens seront bons pour tenter de garder le contrôle des sections.

Aujourd'hui, devant l'offensive patronale, ce contrôle signifie souvent contenir le mouvement. Lorsqu'à la C.S.F., le patron revient sur les accords de Grenelle, lorsqu'il impose de prolonger la journée de travail de 24 minutes par jour comme il l'a fait en décembre, la direction cégétiste explique que les travailleurs ne sont pas prêts à se mobiliser. Lorsque le patron menace de sanctions les syndiqués qui ont pris la parole lors d'un meeting dans l'usine et pendant les heures de travail pour lutter contre cette remise en cause des acquis de Mai, la direction cégétiste explique que les travailleurs ne seraient pas prêts à suivre un mot d'ordre de grève. Et pourtant, une grève d'avertissement a eu lieu : les travailleurs de l'usine sont sortis 24 minutes avant l'heure.

On comprend alors pourquoi les bureaucrates ont si peur de ceux qui osent critiquer leur stratégie. On comprend alors pourquoi il vaut mieux élire comme nouveaux délégués des militants faisant partie de l'appareil. L'enjeu est trop important pour tenir compte des positions de la majorité de la C.E.

En fait, la défense des intérêts de la classe ouvrière passe par le respect de la démocratie ouvrière.

L'organe de combat qu'est le syndicat ne peut effectivement jouer ce rôle que s'il respecte la démocratie syndicale en son sein. La démocratie syndicale, ce n'est pas une démocratie formelle.

- C'est la possibilité de discuter la stratégie avancée par la direction, de participer à l'élaboration des mots d'ordre, de contrôler en permanence les responsables élus, à tous les échelons.

- C'est le fait de considérer la section syndicale comme souveraine pour décider les campagnes à mener dans l'usine.

Comment se fait-il que la journée d'action du 12 février, avec toute l'importance que lui donne la direction cégétiste sur le plan national, n'ait encore été discutée dans aucune des sections ?

- C'est le fait de faire prendre en charge par les travailleurs eux-mêmes l'organisation des luttes qu'ils entendent mener contre l'offensive patronale.

Le succès de campagnes comme celle du 12 février implique que se soient tenues des assemblées d'ouvriers sur la base des ateliers, des départements, sur la base d'une démocratie ouvrière réelle.

La C.G.T. sera d'autant plus puissante face au patronat qu'elle sera le reflet effectif de la volonté de lutte des travailleurs.

- Nous refuserons d'entériner les méthodes bureaucratiques des permanents.

- Nous imposerons la démocratie syndicale au sein de nos organisations.

abonnez-vous

à

rouge

NE VOTEZ PAS !

Lettre adoptée par la commission exécutive du 20-1-1969.

revendications partielles et contrôle ouvrier

extraits des thèses du 3^e congrès de l'internationale communiste

Les partis communistes ne peuvent se développer que dans la lutte. Même les plus petits des partis communistes ne doivent pas se borner à la simple propagande et à l'agitation. Ils doivent constituer, dans toutes les organisations de masses du prolétariat l'avant-garde qui montre aux masses retardataires, hésitantes, en formulant pour elles des buts concrets de combat, en les incitant à lutter pour réclamer leurs besoins vitaux, comment il faut mener la bataille et qui par là leur révèle la trahison de tous les partis non-communistes. C'est seulement à condition de savoir se mettre à la tête du prolétariat dans tous ses combats, et de provoquer ces combats, que les partis communistes peuvent gagner effectivement les grandes masses prolétariennes à la lutte pour la dictature.

Toute l'agitation et la propagande, toute l'action du parti communiste doivent être pénétrés de ce sentiment que, sur le terrain du capitalisme, aucune amélioration durable de la situation de la masse du prolétariat n'est possible ; que seul le renversement de la bourgeoisie et la destruction de l'Etat capitaliste permettront de travailler à améliorer la situation de la classe ouvrière et à restaurer l'économie nationale ruinée par le capitalisme...

Il faut prendre chaque besoin des masses comme point de départ de luttes révolutionnaires qui dans leur ensemble pourront constituer le courant puissant de la révolution sociale. Les partis communistes ne mettent en avant pour ce combat aucun programme minimum tendant à fortifier et à améliorer l'édifice vacillant du capitalisme. La ruine de cet édifice reste leur but directeur, leur tâche actuelle. Mais pour remplir cette tâche, les partis communistes doivent émettre des revendications dont la réalisation constitue une nécessité immédiate et urgente pour la classe ouvrière et ils doivent défendre ces revendications dans la lutte des masses, sans s'inquiéter de savoir si elles sont compatibles ou non avec l'exploitation usuritaire de la classe capitaliste.

Les partis communistes doivent prendre en considération non pas les capacités d'existence et de

concurrence de l'industrie capitaliste, non pas la force de résistance des finances capitalistes, mais l'étendue de la misère que le prolétariat ne peut pas et ne doit pas supporter. Si ces revendications répondent aux besoins vitaux des larges masses prolétariennes, si ces masses sont pénétrées du sentiment que sans la réalisation de ces revendications leur existence est impossible, alors la lutte pour ces revendications deviendra le point de départ de la lutte pour le pouvoir. A la place du programme minimum des réformistes et des centristes, l'Internationale Communiste met la lutte pour les besoins concrets du prolétariat, pour un système de revendications qui dans leur ensemble démolissent la puissance de la bourgeoisie, organisent le prolétariat et constituent les étapes de la lutte pour la dictature prolétarienne et dont chacune en particulier donne son expression à un besoin des larges masses, même si ces masses ne se placent pas encore consciemment sur le terrain de la dictature du prolétariat.

Dans la mesure où la lutte pour ces revendications embrasse et mobilise des masses de plus en plus grandes, dans la mesure où cette lutte oppose les besoins vitaux des masses aux besoins vitaux de la société capitaliste, la classe ouvrière prendra conscience de cette vérité que si elle veut vivre, le capitalisme doit mourir. Cette constatation fera naître en elle la volonté de combattre pour la dictature. C'est la tâche des partis communistes d'élargir les luttes qui se développent au nom de ces revendications concrètes, de les approfondir et de les relier entre elles...

En établissant leurs revendications partielles, les partis communistes doivent veiller à ce que ces revendications, ayant leur attache dans les besoins des larges masses, ne se bornent pas à entraîner ces masses dans la lutte, mais par elles-mêmes soient de nature à les organiser.

Tous les mots d'ordre concrets ayant leur source dans les besoins économiques des masses ouvrières doivent être introduits dans le plan de la lutte pour

le contrôle ouvrier qui ne sera pas un système d'organisation bureaucratique de l'économie nationale sous le régime du capitalisme, mais la lutte contre le capitalisme menée par les soviets industriels et les syndicats révolutionnaires. Ce n'est que par la construction d'organisations industrielles de cette sorte, ce n'est que par leur liaison en branches d'industrie et en centres industriels, que la lutte des masses ouvrières pourra acquérir une unité organique, qu'opposition pourra être faite à la division des masses par la social-démocratie et par les chefs syndicaux.

Les soviets industriels accompliront cette tâche seulement s'ils prennent naissance dans la lutte pour des buts économiques communs aux plus larges masses des ouvriers, seulement s'ils créent la liaison entre toutes les parties révolutionnaires du prolétariat : le parti communiste, les ouvriers révolutionnaires et les syndicats en voie de développement révolutionnaire.

Toute objection contre l'élévation de revendications partielles de ce genre, toute accusation de réformisme sous prétexte de ces luttes partielles, découlent de cette même incapacité à comprendre les conditions vivantes de l'action révolutionnaire qui s'est manifestée déjà dans l'opposition de certains groupes communistes à la participation aux syndicats et à l'utilisation du parlementarisme. Il ne s'agit point de se borner à prêcher toujours au prolétariat les buts finaux, mais de faire progresser une lutte concrète, qui seule peut le conduire à lutter pour ces buts finaux. A quel point les objections contre les revendications partielles sont dénuées de base et étrangères aux exigences de la vie révolutionnaire, cela ressort surtout du fait que même les petites organisations fondées par les communistes dits de gauche, comme asiles de la pure doctrine, ont été obligées de mettre en avant des revendications partielles, quand elles ont voulu essayer d'entrainer dans la lutte des masses ouvrières plus nombreuses que celles qui se groupent autour d'elles ou quand elles veulent prendre part aux luttes des grandes masses populaires pour pouvoir y exercer leur influence.

Lycées: politique de harcèlement

Vendredi 17 janvier. Les forces dites de l'ordre pénètrent au lycée Buffon, tabassent et emportent 18 élèves qui occupaient les locaux à la suite des tentatives avortées de l'administration de saboter une projection de films sur les luttes ouvrières en mai. La semaine suivante, les gardiens de la « paix » encerclent successivement les lycées Decour, Saint-Louis, Lamartine, pénètrent à Michelet pour donner un coup d'arrêt à des mobilisations du même type.

En effet, à l'initiative des C.A.L., meetings, débats politiques et projections de films se sont multipliés dans les lycées parisiens et de banlieue.

Il s'agissait de créer un rapport de force favorable contre l'administration sur les problèmes de la liberté d'action politique et du droit d'invitation de personnes extérieures dans les lycées.

De même qu'en milieu étudiant, les actions engagées ont débouché rapidement sur une lutte directe contre le pouvoir et ses flics. Celui-ci, dans une période d'instabilité notoire, avait besoin de prouver qu'il pouvait encore maintenir l'ordre. Il n'a rien prouvé du tout !

La répression n'a fait qu'accentuer une combativité déjà importante qui s'est traduite par des grèves et des occupations dans un certain nombre d'établissements. Le bouclage du lycée Saint-Louis a entraîné la liaison directe étudiant-lycénien, celui de Decours n'a eu pour effet que d'amener ces élèves à investir Chaptal pour tenir la projection prévue.

- Participation, piège à cons -

scandèrent les lycéens de Buffon lors de l'apparition du proviseur dans la salle de cinéma. La série de meetings a permis de



relancer la campagne contre la participation et de faire éclater au grand jour son vrai visage : la répression policière, l'hypocrisie à peine camouflée, l'incompétence totale. Au lycée Lamartine pourtant présenté par la télévision comme un « établissement modèle », les délégués du C.A.L. au conseil d'administration ont pu expliquer largement le sens de leur démission... Aujourd'hui plus que jamais, l'administration a besoin de la caution des élèves. A l'heure où les problèmes de budget vont être abordés, les C.A.L. doivent introduire des points de ruptures au sein des conseils d'administration pour motiver leurs départs. Par ailleurs, face à la dénigration systématique du mouvement lycénien par la presse bourgeoise, une des tâches à l'ordre du jour doit être d'expliquer à la population le sens de notre lutte.

Briser le ghetto universitaire

L'agitation qui a secoué l'université ces derniers temps a montré les limites du mouvement étudiant-lycénien si celui-ci ne trouvait pas les moyens concrets de lier ses luttes à celles des travailleurs.

A ce sujet, l'expérience du lycée de Montrouil est pleine d'enseignements. Situé dans une banlieue à forte implantation du P.C. les luttes qu'il peut mener en liaison avec le C.A. de quartier n'en revêtent que plus d'importance. Une assemblée générale de 600 élèves s'étant réunie sur la base du soutien aux étudiants de Vincennes, l'occupation est décidée. 7.000 tracts sont alors tirés, destinés à la population ; la diffusion s'effectue en liaison avec le C.A. Les lycéens proposent de mettre des locaux à la disposition des travailleurs.

Au lycée Buffon les films sur les grèves de Nantes et de Wonder ayant permis une meilleure compréhension des luttes ouvrières, la mobilisation se prolonge par le soutien militant aux grévistes de l'hôpital Necker, proche du lycée. Là aussi de nombreux tracts sont distribués sur le quartier.

Nous ne devons plus considérer les meetings comme simple élément de mobilisation dans le lycée mais comme un moyen de poser le problème de la liaison avec les luttes ouvrières ce qui signifie aussi, dans les lycées, avec les luttes des élèves du technique. Pour cela les C.A.L. doivent avoir des débats politiques sur la situation présente afin de pouvoir préciser les formes que peut prendre cette liaison aujourd'hui décisive.

le travail de

Aujourd'hui, la tâche essentielle des militants révolutionnaires est de regrouper et d'organiser l'avant-garde qui s'est dégagée dans les entreprises en mai 68. « Rouge » doit relater les expériences qui sont faites en ce sens, et permettre ainsi à tous les militants de développer leur travail en fonction de ce but. C'est pourquoi nous voulons tirer les premières leçons d'un travail en milieu ouvrier mené à Aix et La Ciotat.

Ces nouveaux départements de l'avant-garde impliquent :

- l'approfondissement du clivage avec le stalinisme,
- la défense sans concession des acquis du mouvement ouvrier,
- un travail de masse que les conséquences de mai permettent de développer à une échelle plus vaste,
- des structures qui correspondent aux besoins des ouvriers révolutionnaires.

C'est dans ce cadre que, sur Aix et La Ciotat, se situe l'expérience de la « Taupe Rouge », bulletin local de formation et d'agitation.

Il ne s'agit pas d'aller proposer aux travailleurs des discussions sur Mao, Trotsky, mais de clarifier la conscience politique du mouvement ouvrier en tenant compte :

- Des particularités locales (branches industrielles dans les différentes villes, nombre des syndiqués dans ces différentes branches, implantation du P.C.F.),
- de la manière dont les contradictions du capitalisme sont ressenties par les ouvriers dans les entreprises,

— de la façon dont les ouvriers comprennent les problèmes politiques actuels (luttes économiques immédiates, travail syndical, problème de la construction du parti révolutionnaire).

Le travail de la « Taupe Rouge » s'est développé selon trois axes d'intervention :

I. — LUTTES ECONOMIQUES

L'exemple suivant permet d'illustrer cette forme de lutte. La « Taupe Rouge », implantée dans les entreprises du bâtiment d'Aix et La Ciotat, s'est donné comme but de mettre rapidement sur pieds un cahier de revendications des travailleurs de cette branche afin de définir d'une manière cohérente les positions tant à l'égard du patronat qu'à l'égard de la direction de la C.G.T. et des autres syndicats.

II. — LUTTES POLITIQUES

II. LUTTES POLITIQUES : Articles sur la participation, sur la répression qui s'illustrent concrètement aux yeux des travailleurs quand des militants de la « Taupe Rouge » sont embarqués ou gardés à vue par les flics, quand un procès en diffamation est engagé, quand un patron profère des menaces de mort.

III. - Sur le plan de l'éducation révolutionnaire, une intervention en rapport avec le développement de la conscience politique des ouvriers auxquels on s'adresse et qui suivent régulièrement la « Taupe Rouge ».

A leur question : « Avez-vous un programme ? », la réponse est donnée par un numéro spécial du journal où il est expliqué que, n'étant pas Le



Parti Révolutionnaire, il ne peut être donné de programme ; mais il est développé l'importance décisive (toucher du doigt) d'un parti révolutionnaire.

Aux questions diverses : « Comment concevez-vous le socialisme ? Comment concevez-vous la Révolution ? La Révolution était-elle possible en Mai ? » un article sur l'expérience concrète de Nantes donne une idée précise de ce que peuvent être les structures de double pouvoir des conseils ouvriers et de l'organisation de la classe ouvrière en classe dirigeante.

Des articles polémiques s'attachent à passer au crible les carences du P.C.F.

Les structures qui soutiennent le journal se créent et se développent en fonction de l'audience de la « Taupe Rouge », de son implantation et des possibilités militantes qui s'affirment.

Cette formule permet l'intégration réelle de militants ouvriers. A Aix, par exemple, la seule structure est l'assemblée générale. Mais très rapidement, se pose le problème d'une implantation réelle dans différents secteurs. Il en a découlé la création de groupes avec un comité de coordination qui organise leur travail. Ces groupes d'intervention précis orientent leur action sur les plus grosses entreprises qui ont été à la pointe de la lutte en mai et sur les quartiers ouvriers.

Aujourd'hui, chaque groupe rassemble des militants ouvriers qui interviennent dans leurs entreprises. Leur rôle est de créer des noyaux organisés au sein de ces entreprises. Cette évolution est particulièrement nette aux chantiers navals (C.N.C.) et dans le Bâtiment. En plus, un réseau d'information constitué de contacts ouvriers a été mis en place pour centraliser information et renseignements. Ce réseau permet de porter à la connaissance de tous les méthodes patronales de la région en matière de répression et d'exploitation.

Tout ce développement du travail de la « Taupe Rouge » doit tendre à la rédaction de bases politiques plus précises afin d'améliorer la fonction de la « Taupe Rouge ». Un débat s'est engagé dans ce sens. Le comité de coordination devra se transformer en direction politique. Tout au début, les bases politiques se réduisaient à la constatation de l'absence d'un parti révolutionnaire et à la nécessité de sa construction. Maintenant, l'approfondissement de cette reconnaissance aboutit nécessairement à l'analyse des causes de cette situation. Ainsi, des militants récemment encore sous l'influence du P.C. reprennent et défendent nos analyses sur la bureaucratie et comprennent le phénomène stalinien. Le statut des diffuseurs de « Rouge » au sein de la « Taupe Rouge » implique qu'ils développent intégralement leur conception.

Aujourd'hui, le développement de cette expérience est conditionné par la nécessité de son extension au domaine régional. Cette expérience ne doit pas être comprise comme le produit d'un contexte particulier mais comme une expérience essentielle pour le regroupement de l'avant-garde sur la voie de l'organisation révolutionnaire.

Et du fait de son extension, la « Taupe Rouge » pose inévitablement le problème de ses rapports avec les autres secteurs où la question de la constitution du parti révolutionnaire est directement posée.

Ce travail de regroupement et d'organisation de l'avant-garde ne peut se concevoir sans le développement parallèle et simultané d'un travail politique au sein de la C.G.T.

consiste en ceci qu'elle ne connaît son extension et sa raison d'être que dans le cadre de la construction du parti révolutionnaire et que si elle est reprise et impulsée par un journal national.

Toute cette mise au point des problèmes que soulève l'organisation de l'avant-garde et donc de l'intervention en milieu ouvrier a pu se développer et prendre corps par la confrontation et la vérification de notre conception dans la pratique.

Un bilan des activités principales menées à Aix et à La Ciotat est donc utile.

BILAN D'AIX

La situation d'Aix est particulière :

— d'une part, c'est une ville « dortoir »,

— d'autre part, les entreprises sont petites et dispersées.

En fonction de ces conditions, notre intervention se fait suivant deux axes :

1) LES QUARTIERS

(Corsy et « La Pinette »)

Il n'y a pas d'agitation particulière menée à partir des conditions de vie dans les cités ouvrières. Mais notre intervention est faite dans le but d'entrer en contact avec des ouvriers des usines environnantes — et plus importantes souvent — (Sud-Aviation, Cadrache...) et avec des jeunes apprentis dispersés dans des petites boîtes.

A Corsy, où la vente se fait au porte à porte, sur 150 appartements, l'implantation est déjà assurée : 35 n° placés et quelques jeunes travailleurs participant à la « Taupe Rouge ».

LA TAUPE rouge



A La Pinette, bien que l'apparition de la « Taupe Rouge » soit plus récente, le résultat a été intéressant. La campagne contre le chômage lancée, en décembre, a été suivie par des jeunes ouvriers de la cité qui ont accroché des banderoles : (Non au chômage, A bas les patrons) sur les arbres. Ces banderoles ont été faites sur leur propre initiative (à la suite de quelques discussions avec eux) et le mot d'ordre « A bas les patrons » correspondait à leur niveau de conscience politique : c'est la façon concrète dont ils concevaient le renversement du capitalisme.

2) LES ENTREPRISES

(Bâtiment, SESCO, Automobile, Biscottes « Roger », Hôpital Psychiatrique).

Le développement de notre intervention est particulièrement sensible dans deux entreprises : le bâtiment et les biscuits « Roger ».

— Dans le secteur du Bâtiment qui regroupe plusieurs petits chantiers, notre action porte plus particulièrement sur le chantier Caillol. Elle a été lancée sur la demande d'un ouvrier de l'entreprise pour dénoncer les manœuvres patronales, les agissements des barbouzes pour la création d'un syndicat maison. Si notre présence régulière n'a pas eu de résultats spectaculaires, elle a eu des conséquences appréciables qui sont des victoires pour nous. La première est le recours à la Taupe Rouge pour appuyer l'action syndicale directe, montrant ainsi la compréhension des différences qui existent entre nous et les autres groupes.

La seconde, c'est la conscience des travailleurs de l'aide que l'on peut apporter par une intervention extérieure !

re pouvant ainsi révéler certaines manifestations de l'exploitation honteuse et apporter des explications politiques que ne peut donner le syndicat.

Dans la fabrique des Biscottes « Roger », comme dans toutes les petites entreprises en voie de liquidation par le développement du capitalisme, l'exploitation prend des formes particulièrement aiguës (20 minutes pour le repas, 50 heures par semaine, 3,20 F de l'heure après mai...). La « Taupe Rouge » a dénoncé ces conditions scandaleuses de travail dans un article (n° 3) qu'elle a ensuite diffusé sous forme de tracts. Dans cette usine, à main-d'œuvre jeune et féminine, sans tradition de lutte, il est certain que le tract (qui a été très bien accueilli) a contribué à accroître la combativité des jeunes ouvrières. Elles ont demandé et obtenu 10 minutes de plus pour le repas. Il ne faut pas regarder cette victoire sur le plan quantitatif (10 minutes c'est peu !) mais la considérer comme une première lutte. Ceci est important.

Mais le patronat ne se laisse pas attaquer sans se ressaisir. La répression s'est manifestée à l'intérieur de l'usine par la menace de licenciement d'une jeune travailleuse, accusée d'avoir fourni des renseignements à la « Taupe Rouge ». Le patron (dit « Zorro ») a été obligé de faire machine arrière ; l'employée a été réintégrée. La crainte du scandale a fait reculer « Zorro ».

Notre agitation continue en appelant les ouvrières à s'organiser et à opposer le rempart de leur cohésion à l'exploitation capitaliste.

La « Taupe » a commencé son travail ; il continue... des résultats intéressants apparaissent... Nous en reparlerons !

BILAN DE LA CIOTAT

A La Ciotat, plusieurs conditions particulières à la ville ont facilité notre implantation :

— Sur le plan géographique,

C'est une petite ville concentrée autour d'un chantier naval (C.N.C.) de 4.000 à 5.000 employés. Donc toute action extérieure est connue de tous.

— Sur le plan politique,

Bien que le P.C.F. soit implanté, il n'a aucune action (sauf électorale). Nous n'avons donc en face de nous aucune réaction (si ce n'est quelques injures dans « La Marseillaise » traitant les militants « Rouge » de souilleurs de devanture...) et l'on entend quelquefois des militants du P.C.F. dire avec nostalgie : « Vous faites ce que l'on devrait faire ».

De plus, les tribunes libres de mai (une tous les deux jours) et les conférences du P.C., auxquelles nous avons assisté, nous ont permis de diffuser nos idées, d'engager des discussions avec les militants de base du P.C. pour qui nous ne sommes plus les « ennemis de la classe ouvrière » mais simplement « des gens qui veulent aller trop vite ».

Nous essayons de provoquer le plus possible des débats avec les militants de base du P.C. qui demeurent l'aile la plus consciente de la classe ouvrière et avec qui, maintenant, le dialogue est possible (contrairement à ce qu'il en était avant mai).

D'autre part, la municipalité étant socialiste et bien trempée dans certaines affaires scandaleuses, les adhérents du P.C.F., malgré les beaux arguments du Comité Central, ont quelques doutes sur l'alliance avec les socialistes et sur les « voies nouvelles de passage au socialisme ».

En conclusion, on peut dire que si le P.C.F. contrôle la vie politique (surtout parce qu'il tient la C.G.T.), il n'est plus la seule force politique ayant une audience dans la classe ouvrière de La Ciotat.

NOTRE INTERVENTION SUR LES ENTREPRISES

Elle se fait sur deux plans : (C.N.C., Bâtiment, Usine des Bouches).

Les commissions « Taupe Rouge » des entreprises citées interviennent régulièrement et rapidement sur tous les problèmes : cadences, accidents de travail, etc.

L'expérience qui illustre le mieux notre « style d'action » est celle que nous avons eue dans le bâtiment.

Le patron avait « oublié » de donner la paie aux ouvriers, de même qu'il refusait de leur verser la prime de fin d'année (acquise depuis près de 15 ans). Les ouvriers se sont mis spontanément en grève.

Le syndicat (CGT), après tractations d'une heure, a arrêté la grève sur « Promesses patronales ». Si la paie a été distribuée, la prime a été escamotée. Et la seule proposition d'action faite par le Syndicat a été la signature d'une pétition. Les camarades Taupe R. du bâtiment ont sorti un tract en lançant le mot d'ordre de grève illimitée, seul moyen de pression sur le patron qui devait livrer les appartements quinze jours après. Le mot d'ordre n'a pas été suivi parce que l'implantation syndicale des camarades T.R. était faible (la plupart ne travaillent dans l'entreprise que depuis un mois) et que le mot d'ordre de grève illimitée était maladroit. Néanmoins, les discussions provoquées par notre agitation sont positives. Et les ouvriers du bâtiment ont trouvé une riposte à cette escroquerie : ralentir les cadences.

Si nos camarades arrivent à développer une action dans le syndicat parallèlement à l'agitation extérieure nous pensons pouvoir mener des luttes bientôt : il est évident qu'il faut combiner le travail syndical et l'agitation à l'extérieur. L'exemple cité plus haut montre bien que sans la protection légale du syndicat, les travailleurs qui s'exposent à une répression pa-

tronale immédiate, n'entreront pas — dans la période actuelle — en lutte.

SUR LA VILLE

Nous organisons sur la ville des campagnes de révélations. Elles ont été marquées par la dénonciation des profits réalisés par la direction d'une clinique sur le personnel (pas de feuilles de salaire, renvoi sans préavis, emploi de femmes comme infirmière...) et sur les malades (menace de renvoi avant la fin du traitement...)

L'article fait à ce sujet sur la « Taupe Rouge » a été tiré en tracts, répandus à 5.000 exemplaires sur la ville, lié à une campagne d'affichage. La réaction de la direction a été, d'une part, menace personnelle contre des camarades, et d'autre part, communiqué fait par un ancien adjudant (chef de personnel) dénonçant les « propos abusifs » d'une ordure de journal, la « Taupe Rouge ». Les journaux locaux, « La Marseillaise » en particulier a censuré « ordure de journal », c'est déjà une victoire.

De plus, un groupe de militants, diffusant la T.R. devant l'usine des Bouches a été embarqué et interrogé pendant trois heures à la gendarmerie. A cette provocation et aux mesures d'intimidation, nous avons répondu par une vente de masse de la T.R. dans la rue centrale de La Ciotat (les 30 derniers numéros vendus en une demi-heure) accompagnée par un tract expliquant ces manœuvres et demandant l'envoi d'une commission d'enquête de la Sécurité sociale. La dénonciation de ce scandale, comme des autres, a été une étape importante dans l'implantation de la T.R. Elle a montré à la population (qui nous félicitait) qu'on osait lutter en s'attaquant à une bande de requins solidement installés.

Après quelques jours de calme, le « Provençal » (journal S.F.I.O.) a publié un communiqué en s'interrogeant sur « qui paient les calomniateurs de la T.R. ». Notre réponse a été immédiate : des tracts (4.000) commentant l'article et demandant le boycott des journaux réactionnaires ont été distribués sur toute la ville. « Le Provençal » s'est démasqué ; c'est une victoire !

Ce type d'agitation escalade est très important. Du caractère scandaleux de l'exploitation capitaliste, on est passé à la dénonciation des moyens idéologiques de la répression de la bourgeoisie. Sa presse.

D'ores et déjà, nous sommes la seule force politique à la gauche du P.C.F., et même la seule force révolutionnaire à intervenir sur la localité.

CHIFFRES DE VENTE DE « LA TAUPE » SUR LA CIOTAT

N° 4	40 tirés	40 vendus
N° 5	90 tirés	90 vendus
N° 6	220 tirés	220 vendus

Nous comptons en tirer 400 pour le N° 7.

SOUTENEZ rouge

MODALITES D'ABONNEMENT

pour 6 mois 13 F

pour 1 an 25 F

Abonnement de soutien :

pour 1 an 50 F et plus

sous pli fermé 40 F

Tout versement de fonds :

« ROUGE », journal d'action Communiste - C.C.P. Paris 25.043.88

Toute correspondance :

« ROUGE », B.P. 201, Paris-19^e

japon: « la rue est c'est en affrontant qu'on apprend à

● Juin 1968 : « Transformons le Kanda (Quartier Universitaire) en Quartier Latin. » Le Kanda est occupé. Meetings de solidarité avec les travailleurs et étudiants français, meetings de soutien à la révolution vietnamienne se succèdent pendant plusieurs jours ; barricades, drapeaux rouges sur les universités fleurissent. Plusieurs milliers d'étudiants participent à ces actions. L'intervention russe en Tchécoslovaquie suscite fin août des manifestations devant l'ambassade d'Union Soviétique. Le mot d'ordre est : « des armes pour les vietnamiens, pas de tanks en Tchécoslovaquie ».

● 8-9 octobre 1968 : Manifestations préparées de longue date contre le traité nippo-américain ; c'est aussi l'anniversaire de la mort de Che Guevara et de l'étudiant Yamasaki assassiné par les forces de répression (il fut tué au cours des luttes de Haneda en octobre 67, contre le départ du Premier Ministre Sato au Sud-Vietnam). Après le meeting qui rassemble plus de 18 000 personnes, la manifestation se dirige vers la gare centrale de Tokyo afin de bloquer les trains de carburant à destination des bases militaires américaines. La gare de Shinjuku est le théâtre de violents affrontements entre Kidotai (CRS locaux) et étudiants ; ceux-ci résistent en lâchant pierres, matériel ferroviaire divers, et en désarmant les policiers de leurs boucliers ; 700 blessés, en majorité des policiers. Cette journée d'action coïncide avec une grève générale des fonctionnaires qui touche un million de salariés.

● 21 octobre 1968 : « Journée Internationale contre la guerre et de soutien à la Révolution Vietnamienne » ; 800 000 manifestants, étudiants, syndicalistes, ouvriers, sont mobilisés par le « comité de la jeunesse contre la guerre » et le Zengakuren dans le cadre d'une action d'ampleur nationale ; il est recensé 564 points différents de mobilisation. Les objectifs politiques de la journée visent à la fois le gouvernement japonais et l'impérialisme US. A Tokyo, le bâtiment de la Défense Nationale, la diète japonaise et encore une fois la gare centrale sont attaqués ; le déploiement d'un appareil répressif considérable (12 000 flics) est nécessaire pour dégager ces points au prix de nombreux blessés.

● 19-20 janvier 1969 : L'université de Tokyo occupée depuis plus de 7 mois est investie par les forces de répression après une bataille qui dure plus de 2 jours. Les étudiants bien retranchés dans les bâtiments, préparés à toute irruption policière (ils entassent jour après jour casques, boucliers, pierres, plaques de fonte, matraques, bidons d'essence, cocktails molotov, mais aussi serviettes et citrons contre les gaz) résistent à l'assaut et défendent avec vigueur la tour principale ; celle-ci est investie en dernier, grâce à l'appui d'hélicoptères et au prix d'une destruction systématique du bâtiment dont il ne reste que les murs ; l'agitation se poursuit dans Kanda et des actions de solidarité sont menées dans d'autres universités. La population au cours de ces journées encourage et quelquefois prend part aux engagements contre les forces de police.

La presse bourgeoise s'est employée à masquer la réalité de ces luttes et je soutien qu'elles reçoivent d'une partie de la population japonaise : « ce ne sont que gesticulations d'extrémistes sanguinaires qui, régulièrement, perturbent la marche normale de l'université ». Mais comment expliquer, dès lors, les 54 universités occupées pendant plusieurs mois dont la presse n'a fait aucunement état ? Comment expliquer la participation en masse des jeunes, étudiants et ouvriers, aux manifestations de soutien à la révolution vietnamienne ? Il incombe aux militants révolutionnaires et à ROUGE de populariser ces luttes et d'en tirer les enseignements.



JAPON CLEF DE VOUTE DE LA CONTRE-REVOLUTION EN ASIE

I. — SITUATION STRATEGIQUE

L'occupation américaine de 1945 à 1952, la guerre de Corée dans les années qui ont suivi avaient fait du Japon une position-clé pour l'impérialisme américain dans cette région du monde. La guerre du Vietnam a encore considérablement augmenté son importance. Son très haut niveau d'industrialisation, le traité de sécurité militaire avec les Etats Unis, son lien étroit avec les autres régimes anti-communistes d'Asie, l'utilisation de territoires comme l'île d'Okinawa pour servir à la fois de base, de centre de ravitaillement et de camp d'entraînement à la contre-guérilla, font que plus que dans aucun autre pays, l'impérialisme y est omniprésent. A tel point qu'on peut dire que la guerre du Vietnam a pris une dimension nationale et domine les affaires intérieures du pays. On comprend alors aisément comment aujourd'hui la victoire du F.N.L. entraîne des changements qui sont particulièrement éclatants. Elle est directement à l'origine de la remontée des luttes au début des années 60 qui ont vu les premières mobilisations spectaculaires d'étudiants et de jeunes ouvriers.

II. — SITUATION ECONOMIQUE

Mais la jonction dans la lutte entre les étudiants et la classe ouvrière trouve d'autre

très fondements objectifs dans la situation japonaise, en particulier dans les difficultés que connaît son économie et les tensions sociales qui en découlent. Là aussi la présence de l'impérialisme a été déterminante. L'aide des Etats Unis était considérable durant la période d'occupation, la guerre de Corée devait ensuite provoquer un véritable boom économique dont les effets se font toujours sentir ; les commandes de biens industriels affluent, les dépenses américaines à l'intérieur du Japon s'accroissent, le stationnement des forces américaines continua pendant des années après la guerre à assurer d'importantes quantités de dollars... Cette croissance économique avait un autre atout, ce que certains appellent avec admiration « l'effort sans relâche du peuple japonais », c'est-à-dire une main d'œuvre abondante et qualifiée — mais surtout mal payée (de 1955 à 1960 la productivité industrielle progressait de 55 % et les salaires réels de 25 %). — Cependant cet âge d'or de l'économie japonaise appartient de plus en plus au passé. Les répercussions en sont particulièrement nettes auprès des jeunes travailleurs : la croissance, qui avait permis une élévation même relative du niveau de vie, tend à être ralentie pour « freiner l'expansion de la demande ». La concurrence des trusts américains et européens contraint les entreprises à élargir leurs dimensions, à rationaliser leur gestion, à éliminer les petites entreprises insuffisamment productives. Tout ceci implique un démantèlement des structures traditionnelles qui s'accompagne d'une prolétarisation de toute une couche de salariés, d'une instabilité de l'emploi et de tensions nouvelles liées à l'absence d'un recyclage systématique.

III. — DECLIN DES ORGANISATIONS TRADITIONNELLES

A cette évolution du capitalisme, la jeunesse ouvrière réagit de plus en plus vivement : l'élévation de son niveau culturel, les nouveaux besoins qu'elle ressent, l'aggravation de ses conditions de travail, les nombreuses atteintes aux libertés politiques entraînent une remise en question des appareils réformistes traditionnels, pourtant particulièrement importants et bien implantés. Le syndicat principal, la Sohyo, regroupe environ 4 millions de membres ; liée au Parti Socialiste. Elle ne prétend pas être « contre toute entreprise politique » et a mené des luttes de très grande envergure avec des millions de grévistes et d'énormes manifestations de masse. Cependant ces luttes, du fait de leur caractère légaliste et purement revendicatif rencontrent de plus en plus souvent une opposition virulente : les directions bureaucratiques comprennent que la bourgeoisie est contrainte à durcir sa position vu ses difficultés économiques, et face à cela les jeunes militants veulent impulser de nouveaux types de lutte, s'attaquant au régime lui-même et plus seulement à ses effets. Ceci se voit bien dans la désaffection des militants les plus actifs à l'égard du grand parti de masse japonais, le parti Socialiste. Celui-ci connaît une crise profonde depuis quelques années ; alors qu'il regroupait 30 % des voix sur un programme anti-monopole et légaliste en politique intérieure très anti-impérialiste en politique extérieure, il a vu ses voix baisser de 4 % aux dernières élections. Les dirigeants ont démissionné au dernier congrès sans qu'il existe pour autant une direction de rechange. La crise dans l'autre grand parti

notre école ; l'ennemi le connaître»



de gauche, le Parti Communiste n'est pas moins profonde). Il recueille seulement 4 % des suffrages tout en représentant un potentiel militant très important (150.000 membres contre 50.000 dans le P.S.). En proie à des luttes de fractions qui le divisent, il connaît des virages successifs : devenu pro-chinois à son Congrès de 64, il est venu à une position neutre au Congrès de 66, a pris ses distances à l'égard de la Chine, et a adopté une orientation droitière de plus en plus nette. Cette crise des partis traditionnels crée un véritable vide politique dont la classe ouvrière prend peu à peu conscience. Les jeunes sont les premiers à chercher une alternative qui puisse le remplir.

Les nouvelles formes de lutte inaugurées par les étudiants contre la guerre du Vietnam en ont fourni les prémisses en sortant délibérément du cadre périmé de la légalité et du parlementarisme.

LUTTES ANTI-IMPÉRIALISTES LUTTES ANTI-CAPITALISTES

Les luttes du mouvement étudiant japonais s'unifient dans une stratégie qui en globe à la fois :

— le soutien à la révolution vietnamienne et le combat contre l'impérialisme américain ;

— la critique de la fonction de l'université et du système d'éducation.

Ces deux axes de lutte trouvent leur expression dans l'affrontement contre l'état bourgeois japonais et ses forces de répression.

I - A BAS L'IMPÉRIALISME !

La propagande et l'action de solidarité avec la révolution vietnamienne vise, outre développer une conscience internationaliste déjà profonde, à mettre en relief le rôle spécifique que joue la bourgeoisie japonaise : complice de l'impérialisme américain. Il est important de souligner que les actions contre les bases militaires sont de plus en plus dirigées aussi bien vers les bases américaines que japonaises.

La lutte contre l'O.T.A.S.E., le traité nippo-américain, pour le retrait des bases militaires d'Okinawa, trouve sa justification théorique et politique dans le rôle nouveau que joue l'état japonais en tant que puissance impérialiste à la recherche de nouveaux marchés. La bourgeoisie japonaise par son expansionisme accru prend part de façon plus active à la sauvegarde de ses marchés ; d'état inféodé à la puissance américaine au sortir de la 2^e guerre mondiale, le Japon tend à s'autonomiser et revendique de plus en plus le droit d'assumer au même titre que l'impérialisme yankee le rôle de gendarme du capitalisme en Asie. Surtout après la conclusion du traité nippo-coréen l'impérialisme redouble d'effort pour construire sa propre force de domination, son propre bloc économique, ses propres forces militaires.

Contre cette politique impérialiste, reflet des modifications structurelles et de la rationalisation du système à l'intérieur (voir paragraphe précédent) les luttes contre l'impérialisme américain et la guerre du Vietnam à partir de 1967 ont catalysé et exacerbé tous les conflits de classe de la société japonaise. Le mérite en revient aux étudiants et aux jeunes ouvriers ; les premiers organisés dans le Zengakuren, les

seconds dans le « comité de la jeunesse contre la guerre » créé par le Parti Socialiste mais échappant à son contrôle. Ce comité regroupe actuellement 20.000 jeunes travailleurs : les 3 ans d'histoire de ce comité sont un processus continu d'unification de jeunes inorganisés.

Le mouvement s'est cantonné dans un premier temps au milieu étudiant mais rapidement par les formes de luttes radicales qu'il met en place il gagne la sympathie de larges couches ouvrières. C'est un mouvement qui se bat : « les rues sont notre école où nous apprenons à connaître notre ennemi en l'affrontant directement ». D'autre part, face à l'impact radical du mouvement étudiant la répression accentue. En réaction, le front de solidarité loin de se réduire s'élargit et inclue les masses ouvrières. Les manifestations dont nous faisons état dans l'introduction ont bénéficié d'un vaste appui populaire comparable à celui qu'a eu le mouvement étudiant français dans les premières semaines de mai 1968.

Dénoncer la véritable nature de l'état japonais mais aussi démontrer dans la pratique la ligne politique erronée des partis traditionnels est l'enseignement qu'a apporté le combat des étudiants japonais.

II - SUR LE FRONT UNIVERSITAIRE

Le second axe des luttes se situe sur le terrain universitaire. Les revendications qu'avancent les étudiants japonais sont à bien des égards semblables à celles des étudiants français contre le Plan Fouchet et la loi Edgar Faure. Elles débouchent logiquement sur la remise en cause de la société dans son ensemble.

a) Contre la sélection sociale qui s'opère à l'entrée de l'université, contre la soumission de l'enseignement, aux besoins en main-d'œuvre du capitalisme. Sur 350 universités, les 2/3 sont privées donc payantes ; d'autre part le plan en matière d'enseignement prévoit la formation d'une main-d'œuvre spécialisée et par conséquent un réajustement des structures de formation en fonction des besoins du système.

b) Contre la corruption qui sévit dans l'administration universitaire : professeurs achetant leur poste, étudiants leurs examens, administration détournant des fonds. La corruption est rendue encore plus fréquente du fait que la dite « autonomie » des universités profite aux administrations locales et au mandarinat professoral.

c) Contre la toute puissance du corps professoral, pour les libertés politiques à l'université ! La lutte sur ce point commence à la faculté de médecine de Tokyo : les étudiants de première année d'internat ne reçoivent aucun traitement, bien qu'effectuant un travail similaire aux médecins ; d'un autre côté ils subissent l'arbitraire professoral pour l'orientation de leurs études. En juin 1968 les forces de police investissent le campus occupé par les étudiants qui refusent les solutions proposées. Le front de résistance s'organise, de nombreuses facultés sont occupées pour la levée des sanctions contre plusieurs étudiants, la prise en considération des revendications, des négociations auxquelles de larges assemblées puissent prendre part.

Cette mobilisation massive n'a pas cessé jusqu'à présent et la prise de l'université de Tokyo par la police le 20 janvier 1969 en est le dernier épisode. Au cours de cette lutte, le mouvement a gagné en organisation, s'est développé et coordonné sous l'égide d'un comité représentant les différentes tendances regroupées au sein du Zengakuren, à l'exception du P.C. japonais accusé de vouloir négocier sans condition. Devant la force du mouvement (54 universités occupées) et vu la situation sociale explosive, le gouvernement n'a pas osé frapper jusqu'au 20 janvier, la répression ayant jusqu'alors entraîné un élargissement des luttes de solidarité. La prise de l'université de Tokyo ne marque qu'un palier dans le processus de radicalisation des jeunes et prépare des luttes d'envergure pour 1970.

La police est beaucoup plus présente sur les campus, de même qu'en France après mai. Cela ne fait que dévoiler encore plus la fonction qu'occupe l'université dans la société, et de sa critique découle la contestation du pouvoir de la bourgeoisie dans son ensemble.

A TRAVERS CES LUTTES SE FORGE L'AVANT-GARDE REVOLUTIONNAIRE DE DEMAIN

Comme en France c'est dans les couches intellectuelles et étudiantes, maillon le plus faible, que l'influence des organisations traditionnelles (P.C., P.S.) s'est d'abord dégradée. Le 20^e congrès du P.C.U.S., l'insurrection hongroise de 1956 ont catalysé les oppositions. Ce mouvement de critique impulsé par des étudiants communistes oppositionnels a trouvé un cadre pour s'exprimer : c'est le Zengakuren (fédération japonaise des associations étudiantes autonomes à laquelle il est obligatoire d'être affilié) fort de 300 000 membres. En 1960 les éléments gauchistes exclus du PC prennent le dessus sur le bloc réformiste qui dirigeait primitivement le Zengakuren.

Les grandes grèves ouvrières de 1960 trouvent un mouvement étudiant combatif qui n'hésite pas à recourir à des formes de lutte nouvelles : la diète (parlement japonais) est occupé par plus de 80 000 manifestants.

L'impact des mots d'ordre et des formes de lutte du Zengakuren n'a pu pallier à l'absence d'un parti révolutionnaire ; les organisations traditionnelles ont finalement canalisé le mouvement gréviste dans les voies légalistes et parlementaires.

L'échec des journées de 1960 d'une part, la révolution vietnamienne montante d'autre part vont provoquer une profonde différenciation au sein de l'organisation étudiante. Le poids de plus en plus important que prennent « les groupuscules » explique aussi cette fragmentation : le Zengakuren s'est remodelé en fonction de l'échiquier politique nouveau surgé à la gauche du PC ; il s'est scindé en 4 ou 5 parties, chacune influencée par un groupe politique. Parmi ceux-ci nous retiendrons la Ligue Communiste qui en alliance avec la Fraction Internationale (liée à la quatrième internationale) influence le « Hantei » : Zengakuren anti-impérialiste. Ces organisations de par leur programme et les actions qu'elles impulsent sont frères de lutte de ROUGE.

Les militants révolutionnaires japonais organisent les luttes qui se préparent contre le renouvellement du pacte nippo-américain.

1970 sera un seuil décisif dans l'histoire du mouvement ouvrier et étudiant japonais.

VIVE LA LUTTE DES OUVRIERS ET DES ÉTUDIANTS JAPONAIS !

VIVE L'AVANT-GARDE REVOLUTIONNAIRE JAPONAISE !

communiqué commun "rouge" et "lutte ouvrière"



4500 personnes à la mutualité le 31 janvier

correspondance... correspondance...

Dans « Rouge » N° 10, nous avons repris la question du contrôle ouvrier : « Dans la perspective de nouvelles luttes, « Rouge » a décidé de mener un travail régulier d'explication dans l'avant-garde révolutionnaire autour du thème du contrôle ouvrier en multipliant les exemples concrets de sa réalisation tirés de l'expérience du mouvement ouvrier, et en particulier de l'expérience toute fraîche et souvent inexploitée de mai ».

La première lettre reçue a été celle de camarades EMPLOYES DE BANQUE.

Le rôle d'une banque est de favoriser les transactions financières, de permettre les opérations de bourse, de distribuer le crédit (surtout d'Etat) ; bref, de faire prospérer la partie de la plus-value non théâtralisée, pas de la produire.

Mais, s'il n'y a pas de production, disent certains camarades, alors pas de contrôle ouvrier sur la production, base de tout contrôle ouvrier.

Le raisonnement n'est valable que si l'on met sous le terme de contrôle ouvrier l'idée d'un simple correctif permanent de la gestion capitaliste, un pouvoir syndical démocratrisant l'entreprise (type CFDT) ou une gestion démocratisée des banques nationalisées (type CGT).

Or, nous devons bien comprendre que le problème du contrôle ouvrier se pose comme revendication transitoire dans la courte période où le pouvoir tend à basculer.

A ce moment-là, que peuvent les travailleurs en lutte du secteur bancaire ?

Actuellement, les militants employés de banque pourraient (plus systématiquement d'ailleurs qu'ils ne le font) expliquer aux travailleurs en quoi consiste une Offre Publique d'Achat. Ils pourraient expliquer comment les capitalistes peuvent faire passer des capitaux à l'étranger sans être inquiétés.

Mais les employés pourraient livrer des renseignements autrement plus précieux ; travaillant eux-mêmes sur les transactions, traites, etc., ils pourraient dénoncer publiquement les manœuvres financières : St-Gobain, crise de novembre ou autres.

Dans une période révolutionnaire, le pouvoir de l'argent n'est pas subitement et magiquement aboli. La monnaie reste le moyen essentiel de paiement. Ce n'est que bien plus tard, dans une effective société d'abondance, que l'argent pourra être inutile et que nous pourrons, vieux projet de Lénine, avec l'or construire des pissotières.

Une des grosses erreurs des dirigeants de la Commune de Paris a été de ne pas oser toucher aux réserves de la Banque de France.

Plutôt que d'être obligés d'attaquer les banques (1), les travailleurs ne préféreront-ils pas que les employés... ne leur ouvrent de l'intérieur ?

Boutade ? C'est sous le contrôle du comité de grève qu'en mai à la B.N.P. et au Crédit Lyonnais, par exemple, les employés ont touché un accomplice sur leur paie. C'est dans les mêmes conditions que le service de paie de la B.N.P. a effectué des accords pour les employés de la S.N.C.F., tandis que le comité de grève du Crédit Lyonnais refusait de verser à Citroën de l'argent liquide destiné à payer

les « jaunes ». Dans une structure de double pouvoir, enlever à la bourgeoisie le monopole des fonds ne relève pas de l'utopie.

Si les exemples donnés tracent quelques pistes de réflexion, il ne faut pas oublier que seule une organisation nationale des travailleurs en lutte permettrait la généralisation de l'expérience : c'est-à-dire une fédération des comités de grève des banques, mais surtout une liaison de cette fédération avec la fédération nationale des comités de grève, qui elle, prend, en charge, l'organisation de l'existence de l'ensemble de la population (2).

Car le contrôle ouvrier dans la banque ne peut se concevoir qu'au service du contrôle ouvrier dans l'ensemble du secteur productif.

Il y a nécessité - technique - de cette tendance représentative des travailleurs mais il y a plus. Si l'on veut que dans leur ensemble, les employés du secteur bancaire (et en écrivant cela nous savons qu'il ne s'agit pas que d'eux) se joignent résolument au mouvement, et qu'ils franchissent, s'il le faut, les étroites limites de la légalité bourgeoise, il ne suffit pas que le mouvement ouvrier présente la grande combativité qu'il y avait en mai. Il faut encore qu'il présente la cohésion et l'organisation qui prouvent sa capacité à mener le combat jusqu'à la victoire.

(1) Ce que les camarades brésiliens appellent « les hold-up militants ».

(2) Il va sans dire que nous ne confondons pas intersyndicale au sommet déguisée et fédération de comités de grève.

Les rédactions de ROUGE et de LUTTE OUVRIÈRE se félicitent du succès de la première des réunions publiques organisées en commun dans la grande salle de la Mutualité à Paris sur le thème « Construire le Parti Révolutionnaire ».

Elles estiment que la présence de 4500 personnes est la preuve que ce type de réunions où différentes tendances expriment leurs points de vue leurs accords ou leurs divergences sur le même sujet, à la même tribune, correspond au désir d'unité d'un grand nombre de travailleurs, d'étudiants et de militants révolutionnaires.

Elle est la preuve surtout de la volonté de ces travailleurs, étudiants et militants de voir un travail commun entrepris partout où il est possible par les différentes tendances d'extrême gauche en vue d'aboutir à un front unique ou même à une organisation commune de tous les révolutionnaires.

Certes les rédactions de ROUGE et de LUTTE OUVRIÈRE sont conscientes que cette première réunion a montré également les obstacles que les révolutionnaires doivent encore surmonter dans la voie de la construction d'un parti révolutionnaire.

Mais elles estiment que, même si la lenteur du processus entamé peut décevoir certains, ce premier pas est d'une très grande importance.

Les deux rédactions ont convenu de continuer les contacts réguliers qu'elles ont entre elles, afin d'examiner les propositions d'action communes faites de part et d'autre.

Elles ont convenu également d'organiser en commun une série de réunions publiques semblables à celles du vendredi 31 janvier sur les différents sujets intéressant le mouvement révolutionnaire.

A propos de « Caen, culture et répression » (Rouge no 9)

Un lecteur de Bourges nous fait part de précisions critiques.

La politique gaulliste est effectivement celle de l'illusion culturelle, elle vise en fait au maintien des privilégiés culturels par delà le masque de la diffusion pour tous.

Mais nous avons eu tort de mettre tous les directeurs dans le même panier. D'autres que Jeanson et Pianchon n'ont pas attendu le mois de mai pour prendre conscience des ambiguïtés et des contradictions des institutions culturelles du système capitaliste.

L'opposition schématique entre directeurs autocrates et paternalistes et techniciens ayant atteint un degré élevé de conscience politique n'a pas le caractère général que l'article lui donne.

Ainsi, à Bourges, première maison de la culture à se joindre au mouvement (dès le lendemain des barricades du 10 mai), c'est le personnel dans son ensemble, directeur compris, qui a pris la responsabilité de maintenir la maison portes grandes ouvertes. Or, si les comédiens se sont rendus dans les usines (plus cependant pour exercer leur métier que pour établir une liaison réelle avec les travailleurs), les techniciens n'ont à aucun moment dépassé les mots d'ordre strictement corporatistes de leurs directions syndicales (leur mot d'ordre - pas de salaire inférieur à 1.500 F par mois - a fait frémir plus d'un travailleur de la région).

revue au sommaire quatrième du n° 35 internationale (janvier 1969)

- Editorial : Le grand tournant de 1968.
- L'élection présidentielle américaine.
- La manifestation du 27 octobre à Londres.
- Le P.C.F. depuis Mai.
- Lettre de Bolivie.
- La crise du système monétaire international, par E. Mandel.
- Comment établir la démocratie ouvrière en Tchécoslovaquie.
- Notes éditoriales : Vietnam, Moyen-Orient.
- Documents : les derniers procès de Moscou, la situation en Tchécoslovaquie.
- Les livres, etc.

Le numéro 5 Francs.
Abonnement : 1 an (6 n°) 25 F.
CCP Pierre Frank 12648-46 PARIS

1969: offensive révolutionnaire dans le sud-est asiatique?

le Laos second vietnam

L'issue de la révolution vietnamienne est étroitement liée au développement de luttes identiques dans d'autres pays et principalement dans tout le Sud-Est asiatique. Au Laos, en Thaïlande, au Cambodge, en Corée des forces plus ou moins importantes ont choisi la voie de la lutte armée et l'offensive générale de ces forces est à l'heure actuelle un facteur décisif.

Ainsi au Laos, une lutte peu connue se mène depuis la fin de la deuxième guerre mondiale avec une stratégie très proche de celle du F.N.L. C'est l'histoire et le niveau actuel de la guerre populaire au Laos que nous étudierons dans ce numéro.

L'HISTOIRE D'UNE LUTTE ET LES ZIGZAGS DE LA STRATEGIE

A la fin de 1945, l'indépendance du Vietnam, du Cambodge, de l'Indonésie, du Laos est proclamée. L'histoire de ces pays dans un premier temps sera celle de la lutte armée contre les anciens colonisateurs qui s'accrochent à leurs « colonies » et contre l'impérialisme américain qui prendra la relève.

Le prince Souphanouvong membre du gouvernement provisoire d'oct. 45 organise la guérilla six mois plus tard contre les troupes françaises en même temps que Ho Chi Minh au Vietnam.

En août 1950, Souphanouvong après un voyage auprès d'Ho Chi Minh crée le Pathet-Lao (terre des Lao) qui lance 3 ans plus tard de grandes offensives dans le Nord du pays, menaçant Louang-Prabang siège du gouvernement « légal » pro-américain de Souvanna Phouma. Lors de la conférence de Genève le Laos se voit lui aussi séparé en deux parties. Les troupes du Pathet Lao se regroupent dans 2 provinces du Nord mais qui ne peuvent constituer un Etat indépendant comme le R.D.V.N. faute de forces sociales et économiques suffisantes.

Après Genève, on assiste à des tentatives répétées de réunification entre le pouvoir central de Louang-Prabang et les forces populaires du Pathet Lao devenu en 1955 le Neo Lao Hak Sat (Front patriotique laotien) dont l'élément actif est le Parti des travailleurs.

En novembre 1957, Souvanna Phouma et Souphanouvong constituent un gouvernement unifié sur une

base neutraliste qui s'effondrera un an plus tard après une victoire incontestable du Front patriote aux élections et l'arrestation de Souphanouvong. Son armée reprend son autonomie et rétablit ses bases du Nord du pays.

Dans le même temps les Américains favorisent un coup d'Etat militaire qui instaure une dictature à la Diem. Les troupes de Souphanouvong lanceront une offensive victorieuse en 61 qui aboutira aux accords de la Plaine des Jarres où le Front accepte de participer à un gouvernement d'union nationale avec les neutralistes (Souvanna Phouma) et la droite (Phoumi) qui sera renversé lui aussi par le coup d'Etat d'avril 1964 des généraux « phoumistes ». Depuis, les troupes du Front ont réussi à libérer les 2/3 du territoire et la moitié de la population. Des liens étroits se tissent dans la lutte avec les combattants vietnamiens et les Américains devaient étendre la « guerre spéciale » au Laos en encadrant l'armée fantoche de Vientiane de « conseillers » U.S.

UNE LUTTE ESSENTIELLEMENT NATIONALE...

Malgré l'héroïsme des guérilleros laotiens, le Neo Lao Hak Sat ne peut se comparer avec le Viet-Minh ou le F.N.L.

Son dirigeant le prince Souphanouvong est un dirigeant essentiellement nationaliste rentré au Laos en 1938 et qui n'a jamais eu en France l'activité de militant communiste de Ho Chi Minh. De plus, le Laos n'a jamais connu de luttes ouvrières aussi importantes qu'au Vietnam dans l'entre-deux guerres (par exemple le soviet du Nghe An en 1930) et ne possède pas les mêmes bases matérielles et sociales (la force sociale prédominante dans le Front est constituée presque exclusivement de paysans).

La politique du Front est marquée par la tendance à passer des compromis avec les forces bourgeois comme ce fut le cas dans les gouvernements de coalition successifs, compromis qui n'aboutirent qu'au renforcement de la main-mise américaine sur le pays. D'autre part, les troupes de Souphanouvong sont constituées de troupes du front et de troupes neutralistes.

Le récent programme adopté lors du III^e congrès national du Front en novembre 1968 reste très vague : il s'agit de « promouvoir un pouvoir d'union nationale démocratique et populaire servant les intérêts du peuple » mais on précise quand même que l'objectif est d'« annuler toutes les formes de pénétration et d'exploitation par les monopoles impérialistes, effacer les vestiges du régime féodal et stimuler la réduction des fermages ».

UNE DYNAMIQUE REVOLUTIONNAIRE...

La lutte armée entreprise par le Front a accéléré le regroupement des masses paysannes laotiennes derrière lui, isolant de plus en plus le gouvernement fantoche de Vientiane qui ne tient que grâce à l'armée U.S. Les possibilités d'une solution de type « neutraliste » du conflit sont désormais écartées vu les résultats obtenus en 1957 et en 1962.

En revanche le Néo Lao Hak Sat conçoit sa lutte comme partie intégrante des luttes révolutionnaires au Vietnam et au Cambodge voire même en Thaïlande avec pour objectif final une fédération des peuples indochinois dont la base serait le Vietnam socialiste.

Depuis 4 ans, le Front a mis hors de combat 100.000 soldats ennemis et 900 avions U.S. Même si ces résultats sont nettement inférieurs à ceux du F.N.L., à l'échelle du pays la guérilla est arrivée à une étape décisive. Parallèlement les « Khmers rouges » au Cambodge redoublent d'efforts contre le pouvoir de Norodom Sihanouk tandis que le Front patriote thaïlandais fournit un appui non négligeable au Laos et au Cambodge (frontières contiguës). Comme pour Saigon, à 20 km de Vientiane capitale du pouvoir fantoche, les commandos du Front lancent leurs attaques.

Avec l'étape finale de la révolution sud-viennamienne c'est tout le Sud-Est asiatique qui mène la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme américain attaqué sur tous les fronts à la fois. Obligées de reculer au Vietnam les troupes U.S. peuvent se maintenir au Laos, en Thaïlande ou dans les Philippines, mais elles devront compter à ce moment-là avec le développement des luttes révolutionnaires dans ces pays.

lettre d'espagne

Pour la première fois depuis la fin de la guerre civile, l'état d'exception a été proclamé en Espagne sur l'ensemble du territoire.

Cela signifie que quelques-unes des garanties individuelles accordées par le « Fuero des Espagnols » (la Constitution) sont suspendues provisoirement et qu'en fait carte blanche a été donnée aux forces de police qui déjà ont procédé à des centaines d'arrestations — notamment de personnes appartenant aux commissions ouvrières — et à des perquisitions telles que celles qui ont touché, à Madrid, le local des Vanguardias Obreras, mouvement d'apostolat ouvrier des jésuites.

L'atmosphère était lourde en Espagne en ce début d'année tandis que se manifestait de diverses manières une certaine effervescence. La relance de l'agitation universitaire à la suite du suicide d'un étudiant, qui s'est jeté par la fenêtre du sixième étage pour échapper à la police et vraisemblablement aux tortures, les occupations répétées d'églises par des mères et des épouses de détenus politiques, certaines protestations d'intellectuels et même de l'Assemblée du barreau de Madrid concernant le statut des prisonniers politiques ou les sévices dont sont victimes les détenus, certains arrêts de travail même, rien de tout cela ne paraît cependant justifier le recours à des mesures aussi exceptionnelles que celles qui viennent d'être prises.

C'est abusivement que le gouvernement dénonce actuellement un danger marxiste. Il s'agit plutôt pour lui de combattre certaines tendances démocrates-chrétiennes. La preuve en est que ce sont les commissions ouvrières ou les Vanguardias Obreras qui ont été visées en premier lieu. Le danger est plus clairement dénoncé (en ce moment où Franco prépare sa succession et un retour à la monarchie) par la presse du Mouvement qui accuse ouvertement certaines « entreprises » dirigées par des hommes se réclamant de l'Opus Dei de vouloir faire table rase de la continuité du régime et « la soif de pouvoir des groupes de pression, journaux et revues, sociétés et groupes financiers qui ont poussé comme des champignons sans le moindre appui populaire ».

C'est en cela que le régime se sent menacé. Il craint de se voir dépassé par les tendances modernes du capitalisme espagnol qui pourraient provisoirement encourager une certaine opposition populaire toujours prête à reprendre la lutte.

Pour apprécier l'évolution actuelle de la politique espagnole il faut comprendre la situation particulière d'une bourgeoisie qui au cours de l'histoire n'est jamais arrivée à sortir tout à fait de la féodalité mais qui y arrive progressivement pressée par la nécessité de s'intégrer dans le courant international

des affaires économiques. Les grands propriétaires fonciers qui en même temps sont, en Espagne, les grands entrepreneurs de l'industrie moderne, ont pu, grâce au franquisme, accumuler des capitaux qui en font aujourd'hui une puissance économique considérable. La surexploitation des masses espagnoles a pu enfin assurer au capitalisme espagnol cette maturité qui lui a tant fait défaut dans le passé et qui lui inspire actuellement le désir de jouer son rôle sur le marché mondial.

Il restera à voir si dans cette crise de régime dont le franquisme se sent menacé, la classe ouvrière et les étudiants espagnols sauront trouver l'occasion de relancer leur lutte pour le socialisme. Le problème principal auquel ils sont confrontés aujourd'hui est l'absence de parti révolutionnaire. A l'Université, par exemple, les différents groupes politiques — F.L.P. (Front de Libération Populaire), P.C.I. (Parti Communiste International), mouvements prochinois, groupes anarchistes — n'ont aucun la force suffisante pour assumer la direction de la lutte. Les tentatives pour créer un front révolutionnaire n'ont pas encore trouvé d'issue. Les problèmes sont assez semblables dans le mouvement ouvrier. Les commissions ouvrières, nées il y a quelques années et dans lesquelles le Parti communiste a joué un rôle important suivent une ligne de plus en plus réformiste. A côté d'elles ont survécu d'autres groupes plus ou moins indépendants de la direction bureaucratique : C.O.J. (Commissions Ouvrières Jeunes), C.O.B. (Commissions Ouvrières de quartier), C.O.R. (Commissions Ouvrières Révolutionnaires). Encore faibles, souvent divisés, ces groupes même s'ils ont joué un rôle important dans les récentes luttes ouvrières ne peuvent eux non plus assumer, aujourd'hui, la direction des luttes.

Récemment, les contacts se sont développés entre le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier. Des liens ont été établis. Ainsi, pour la première fois des ouvriers ont participé nombreux aux manifestations organisées lors du « suicide » de l'étudiant Enrique Ruano...

Aujourd'hui, malgré nos faiblesses, malgré les difficultés, alors que la répression s'abat sur l'Espagne, alors que la police réalise son vieux rêve, écraser tous les militants ouvriers et étudiants, la lutte continue — la lutte continuera.

Nous attendons dans cette lutte, le soutien militant des mouvements révolutionnaires de tous les pays, soutien qui montrera l'opposition universelle et résolue au régime de terreur qui règne sur notre pays.

Adelante !



FRANCO

tchécoslovaquie: janvier 1968 janvier 1969

Janvier 68 avait marqué pour l'immense majorité de la société tchécoslovaque l'espoir d'en sortir, c'est-à-dire à la fois la fin de cette société policière et ultra bureaucratisée et la fin du marasme économique (chute du niveau de vie, crise du logement, menace de chômage).

Après avoir longuement hésité (1), la majorité de la bureaucratie avait finalement estimé que le souffle des masses l'emportait sur le « vent d'Est », et que pour désamorcer une explosion alors inévitable si l'on s'obstinait, il valait mieux céder sur certaines parties pour conserver l'essentiel. Délibérément donc, la bureaucratie libérale avait sacrifié sa propre « pègre » (Novotny et C°).

Pour cette couche-là, abandonnée aussi par le Kremlin, le spectre du chômage commençait à devenir réel, les ex-flics, et édiologues particulièrement compromis de l'époque Novotny n'avaient plus qu'à disparaître. D'où l'aspect symptomatique de quelques « suicides » d'après janvier 68.

Mais « la politique d'après janvier » avait deux significations : pour la bureaucratie libérale, il s'agissait d'une tentative d'éviter la crise économique (et politique qui s'en suivrait) par des réformes technocratiques ; pour les masses (l'intelligenzia et la classe ouvrière) il s'agissait de développer les formes de participation active des travailleurs à la vie économique, sociale et politique.

L'intervention soviétique est alors survenue qui avait pour but de bloquer ce cours dangereux de « la politique d'après janvier ». Effectivement reconnaît Dubcek, il y eut et il y a encore des « excès » (lesquels ?) mais l'équipe actuelle n'a pas renoncé à l'application « de la réforme ».

(1) Voir Rouge n° 1.

DIFFUSEZ MASSIVEMENT LES « CAHIERS ROUGES »

La propagande communiste est l'une des tâches fondamentales de l'heure. Pour s'acquitter de cette tâche, « Rouge » seul ne peut suffire. Il faut prendre le temps et la place d'approfondir certains problèmes décisifs pour la compréhension des luttes de classe en France et dans le monde. A cette fin, le comité de rédaction de « Rouge » publie les « Cahiers Rouges », brochures de formation et d'action communistes.

Sont parus à ce jour :

- Eléments de théorie économique marxiste. 50 pages. 2 F. « Cahier Rouge » n° 1.

- Contradictions capitalistes et crise monétaire. 40 pages. 1 F. « Document Rouge ».

- La médecine confisquée. 50 pages. 2 F. « Cahier Rouge » n° 2.

A paraître :

- Qu'est-ce que la bureaucratie ouvrière ? 60 pages. 2 F. « Cahier Rouge » n° 3.

- Kurok et Modzelewski : lettre ouverte au parti ouvrier polonais.

- Où va la Tchécoslovaquie ?

- La crise du Moyen-Orient.



Si pour éliminer « la pègre » bureaucratique, l'aile libérale avait dû permettre une certaine politisation des masses maintenant, alors qu'il s'agit de « normaliser » la situation, l'objectif prioritaire est de ramener l'expression politique dans les milieux « professionnellement responsables » : les appareils du Parti et de l'Etat.

Qu'ils le veuillent ou non, les libéraux maintenant ne trouvent pas de plus fidèles alliés que les conservateurs ; finie l'époque où l'on pouvait faire la balance entre le risque de l'intervention soviétique et les « excès des masses », le danger actuel, c'est l'intervention active des masses qui risque d'empêcher l'application de « la politique d'après janvier ».

L'intelligentsia et la classe ouvrière n'ont pas été écrasées par l'intervention russe comme ce fut le cas en Hongrie en 1956. Bien sûr la confiance trahie placée en l'équipe Dubcek a été un facteur de démoralisation, mais son potentiel combatif est encore très grand (cf. le soutien ouvrier massif apporté à la grève des étudiants, les résolutions des syndicats, etc.).

La répercussion extraordinaire qu'a eu le suicide de Yan Palach est alors facile à comprendre : d'un côté ce suicide illustre symboliquement l'impassé dans laquelle le peuple tchécoslovaque semble être arrivé, mais de l'autre la mobilisation populaire auquel il a donné naissance montre les difficultés inouïes que rencontre la bureaucratie dans sa tentative de « normalisation ».

Bien sûr l'équipe dirigeante en la personne du général Svoboda a été très souple : on a rendu un hommage officiel à ce « geste héroïque », on a même tenté de s'en servir pour renforcer « l'unité nationale » (pour quoi faire ?).

Mais qu'à la suite de ce suicide, se développent des formes d'opposition présentant un programme politique et alors la bureaucratie tchécoslovaque devra se résoudre à ce qu'elle craint le plus : faire de la répression policière. Que demain (ce qui nous paraît certain), on commence à arrêter des militants pour leur activité politique, alors, adieu les jolis rêves « d'unité nationale » : il y aura des prisonniers et des gardiens de prison et chacun connaît la dynamique infernale du « libérez nos camarades ».

coups de feu à moscou

Des coups de feu à Moscou, à la porte ou à l'intérieur du Kremlin, lors de la réception des cosmonautes, c'est ce qu'un bref communiqué officiel a fait savoir. On ignore jusqu'au nom de celui qui a tiré. Selon certains même, il se serait affublé d'un uniforme de militien ou de garde du Kremlin. Une première déclaration officielle, en provenance du ministère des Affaires étrangères soviétique, a déclaré qu'il s'agissait de l'acte d'un fou ; une seconde, de l'agence Tass, qu'il s'agissait d'une provocation.

Toutes indications manquent sur l'auteur, les mobiles, etc. Une « information » aussi maigre sur un acte de cette sorte est extrêmement caractéristique du régime de l'Union Soviétique. Les citoyens d'un pays où le « socialisme » serait parfois réalisé n'ont aucun moyen de savoir directement, franchement, ce qui se passe au sommet. Un tel attentat relève d'une enquête judiciaire et d'un tribunal mais nul n'est certain qu'il en soit ainsi ; le silence est complet sur ce point, et il est beaucoup plus probable que l'enquête soit menée d'une façon exceptionnelle par le pouvoir qui présentera les choses comme cela lui conviendra pour ses fins politiques.

Car la seule hypothèse plausible est qu'il s'agit d'une affaire politique. Hypothèse limite même s'il s'avérait que l'auteur de l'attentat soit vraiment un fou, il n'en resterait pas moins qu'en Union Soviétique comme ailleurs, il faut qu'existe une certaine atmosphère politique pour que de tels actes se produisent contre des gouvernements. En outre, on peut prédire à coup sûr que cet acte aura des conséquences politiques.

On s'est évidemment tourné vers l'attentat contre Kirov en 1934. Rappelons brièvement ce qui se passa alors. Le pays venait de traverser une période extrêmement difficile à la suite, entre autres, de la collectivisation forcée des campagnes. Dans l'appareil, une fois les plus grandes difficultés passées, le sentiment le plus répandu était en faveur d'une détente et Kirov était en quelque sorte au Bureau Politique le chef de file des partisans de la détente. Il fut assassiné par un ancien membre du Komsomol. Dès le début l'affaire parut trouble. A distance, Trotsky souligna ce fait et soupçonna une machination du Guépéou. On sait que l'assassinat de Kirov fut le point de départ des « purges » sanglantes des années 1935-1938, de la pire période du stalinisme. On sait aussi que, dans son rapport au XX^e Congrès, Khrouchtchev laissa entendre que le Guépéou et Staline lui-même étaient au courant des préparatifs de l'attentat et qu'ils les avaient laissés se poursuivre.

Par comparaison, que peut-on dire de l'attentat actuel, quelles que soient les limites des analogies historiques ? Tout d'abord, on sait que le pouvoir, au cours des dernières années, a mis fin au libéralisme du début de la « destalinisation ». Les intellectuels se sont vus retirer un certain nombre de libertés, la censure est plus rude. Et, surtout, au cours des derniers mois, des condamnations fort lourdes ont été infligées, particulièrement à ceux qui s'étaient élevés contre l'intervention en Tchécoslovaquie, cette intervention qui était destinée non seulement à briser la marche vers la démocratie socialiste dans ce pays, mais aussi à intimider

der ceux qui, en U.R.S.S. et dans les pays d'Europe orientale, avaient placé leurs espoirs dans le « printemps tchécoslovaque ».

De multiples informations confirment que l'intervention militaire du mois d'août 1968 a été vivement ressentie dans les milieux les plus avertis en Union soviétique. D'autre part, l'échec politique de cette opération au cours de sa première semaine n'a pas dû rester sans conséquences dans les sommets. Il est donc possible que, dans une atmosphère de cet ordre, en l'absence d'une résistance de masse en Union soviétique, l'idée d'un attentat ait pu germer. Même là où il y a une résistance de masse, comme en Tchécoslovaquie, on a vu se produire des actes individuels (suicide de l'étudiant Palach).

L'attentat sera vraisemblablement exploité pour aggraver la répression. Cependant, nous ne sommes pas comme en 1934 dans une période de montée internationale du fascisme. Tout au contraire, depuis mai 1968 un flux révolutionnaire s'étend : ce qui se passe en Tchécoslovaquie où se maintient une résistance de la classe ouvrière, crée les pires embarras pour le gouvernement soviétique. Dans de telles conditions une exploitation de l'attentat dans un sens réactionnaire et répressif par le Kremlin ne pourra vraisemblablement être que limitée. Elle ne pourra se produire sans remous, ceux justement que la bureaucratie veut éviter.

a Léon - la conception matérialiste de la question juive

Saluons la réédition du livre magistral d'Abraham Léon, épousé depuis bien longtemps, et qui vient à son heure en ce moment où l'exacerbation du conflit israélo-arabe suscite un regain d'intérêt pour la question juive au sein de la gauche révolutionnaire. Le lecteur ne court pas le risque d'une déception. Il trouvera, sous une forme ramassée, une puissante esquisse de l'histoire juive, étudiée selon les principes de la méthodologie marxiste et servant de fondement à une théorie audacieuse, celle du peuple-classe. Au travers de ce concept remarquablement fertile, qui mérite une analyse approfondie, se formule la quintessence de l'interprétation de la survie de la communauté juive à la lumière du matérialisme historique. Ce « paradoxe » de la foi, ce « mystère » de la volonté nationale s'explique rationnellement par la fonction sociale assumée au cours de l'histoire par le peuple-classe juif. Ainsi, l'intuition géniale du jeune Marx qui exigeait que l'on explique la conservation du peuple juif par l'histoire au lieu de l'analyser comme quelque étrange miracle s'accomplissant malgré l'histoire, est devenue le point de départ d'une fructueuse recherche.

L'étonnant est que cet essai que ses éditeurs qualifient à juste titre dès sa parution en 1946 de « classique du marxisme » ait pu être ignoré aussi longtemps par les spécialistes de la question et les exégètes patentés de la pensée marxiste. Nul n'était tenu de partager les vues de l'auteur ou d'adhérer à sa thèse, mais on aurait pu espérer, alors que se multipliaient pourtant les traductions étrangères de l'ouvrage, que les historiens qui récusait la vision matérialiste de l'histoire juive se donneraient la peine de réfuter l'argumentation de Léon. Or, les références à cet ouvrage dans les travaux récents d'histoire juive sont absolument exceptionnelles. Seraît-ce parce que l'auteur était militant trotskyste qu'on a pu glisser avec une telle nonchalance sur cette contribution capitale à l'historiographie marxiste ?

Mort en déportation à Auschwitz, Abram Léon n'a pas pu mettre la dernière main à son ouvrage, rédigé alors qu'il n'était âgé que de 26 ans.

C'est au milieu d'une activité politique débordante, dans les difficiles

conditions du travail clandestin, en tant qu'animateur de l'organisation trotskyste belge que Léon s'est attelé à son livre.

Les éditeurs ont eu l'excellente idée d'annexer au texte une interview de Trotsky sur la question juive et une étude sur les Juifs russes après la Révolution d'Octobre due à Isaac Deutscher. L'importante notice bibliographique rédigée par E. Germain pour la première édition de l'ouvrage a été conservée.

C'est à Maxime Rodinson que les éditeurs ont confié l'introduction. Celui-ci conteste que la théorie du peuple-classe parvienne à rendre compte de l'évolution de l'histoire juive pendant le premier millénaire de la diaspora. Le cadre étroit de ce compte rendu ne nous permet pas de réfuter en détail les références qu'il invoque à l'appui de cette thèse. Bornons-nous donc à observer que l'interprétation qu'il en fournit n'est pas la seule possible et que les activités professionnelles exercées par les Juifs en dehors du commerce à cette époque restent le plus fréquemment liées au négoce, lorsqu'il ne s'agit pas de métiers artisanaux nécessaires au maintien même de la vie communautaire : les Juifs forment précisément un peuple-classe et non une simple caste. Spécialement en ce qui concerne les communautés juives d'Orient les considérations sur la nature multi-nationale des Etats précapitalistes paraissent certainement insuffisantes pour expliquer la pérennité de certaines minorités religieuses et ethniques. Il nous semble, en revanche, qu'en étendant la notion de peuple-classe à certaines minorités non juives du monde musulman on s'explique aisément leur survie jusqu'à nos jours. On pense ici aux Coptes, aux chrétiens nestoriens, aux Mozabites et à d'autres minorités. Mais, comme on se l'imagine aisément, ce débat entre partisans d'une interprétation restrictive ou extensive du concept de peuple-classe ne saurait s'épuiser en quelques lignes.

Au total voici mis à la portée de chaque militant un document indispensable à la compréhension d'un problème complexe entre tous : le problème juif.

(*) EDI (Paris), 1969.

irak : à qui sert le « complot sioniste »

Le général Ahmed Hassan El Bahri se distingue. Peu importe, en fait, que les quinze pendus de Bagdad fussent ou non en liaison avec le Shin Bet.

Ce qui sera dénoncé par tous les révolutionnaires c'est l'assimilation sioniste juif, et l'hystérie antisémite entretenu par la clique au pouvoir depuis deux mois (1).

D'autant que l'armée irakienne en juin 67, ne s'est pas distingué par son ardeur antisioniste. Plus que tout autre pays du Moyen-Orient, la guerre des six jours a révélé la sclérose de la caste militaire irakienne et son incapacité à résoudre les problèmes auxquels le pays est confronté.

L'hystérie antisioniste actuelle vise à rétablir « l'Union sacrée », au moment même où l'Irak renoue d'importants liens financiers avec les impérialistes britannique et français. Comme par hasard aussi, cela se passe au moment où toutes les tendances d'opposition au sein du Baas ont fait scission et sont l'objet d'une chasse aux sorcières qui s'est révélée aussi efficace que sanglante.

Le régime El Bahri, qui a la moitié de son armée fixée par les Kurdes, et ne dispose à Bagdad de guerre plus qu'une « milice baasiste » qui doit régulièrement tirer sur les ouvriers, avait bien besoin de cette mise en scène.

Paradoxalement, celle-ci ne pourra que hâter sa chute. On ne peut éternellement réduire son anti-impérialisme à de telles parades de justice. La comparaison de l'action antisioniste du régime avec les mouvements palestiniens, l'impact du programme politique de ces derniers joint à la montée des affrontements de classe en Irak, indique qu'on ne pourra plus longtemps rééditer les trop fameux massacres du régime Kassem contre la gauche, le tout au nom du « complot sioniste » qui se révèle ici encore le meilleur allié des régimes réactionnaires arabes.

(1) Depuis deux mois, sous le couvert d'un « complot sioniste » tous les opposants de gauche au Baas sont fusillés, torturés.

plateforme du f.p.l.p. (suite de la p. 16)

C'est pourquoi le passage « la lutte de libération est essentiellement une lutte de classes » souligne que la classe ouvrière et paysanne doit nécessairement assumer un rôle dirigeant dans la révolution nationale. Si la classe ouvrière et paysanne ne se charge pas de ce rôle, il faut craindre que la révolution nationale ne dévie de son objectif primitif. Si la petite bourgeoisie réussit à s'emparer de la direction, la révolution nationale sera sacrifiée aux intérêts de classe de cette direction. Il est fondamentalement erroné de partir du point de vue que le défi sioniste exige l'unité nationale. Ce serait ne pas comprendre la véritable structure de classe du sionisme.

La lutte contre Israël est avant tout une lutte de classes. C'est pourquoi la classe opprimée est la seule qui soit en état de prendre sur soi une pareille confrontation avec le sionisme.

V

LE TERRAIN PRINCIPAL DE NOTRE LUTTE REVOLUTIONNAIRE EST LA PALESTINE

Nous ne pouvons pas oublier que l'affaiblissement de l'impérialisme et du sionisme dans le monde entier ouvre la voie vers la victoire. Le renforcement de notre capacité de combat révolutionnaire dépend lui aussi de l'intensification de la lutte révolutionnaire des masses arabes contre l'impérialisme et la bourgeoisie internationale. Il dépend aussi du soutien que nous obtiendrons de toutes les forces révolutionnaires du monde.

La lutte décisive contre le sionisme doit cependant se dérouler sur le sol palestinien. Le facteur décisif de la victoire est la durée maximale de notre lutte révolutionnaire. C'est pourquoi notre aptitude à déplacer la lutte révolutionnaire à l'intérieur de la Palestine est le problème majeur décisif. La lutte armée à l'intérieur de la Palestine peut se servir des armes les plus simples en vue de détruire l'économie et la machine de guerre de l'ennemi. Le déplacement de la lutte populaire à l'intérieur de la Palestine se fonde davantage sur l'agitation et l'organisation des masses que sur l'action des guérilleros à la frontière de l'autre côté de la vallée du Jourdain, bien que cette action soit également importante pour la lutte à l'intérieur de la Palestine.

VI

LA VALLEE DU JOURDAIN HANDICAP DES ACTIONS DE GUERILLA

Après que les organisations de guérilla aient commencé leurs actions dans la partie occupée, elles ont dû faire face à une répression militaire brutale des forces armées sionistes.

Comme ces organisations n'ont pas d'idéologie révolutionnaire et, par conséquent, pas de programme révolutionnaire, elles ont cédé à la nécessité de préserver leur propre existence et elles se sont retirées dans les régions à l'Est de la vallée du Jourdain. Il s'ensuit que les actions dans leur ensemble se réduisent à des actions frontalières. La présence des organisations de guérilleros dans la partie jordanienne permet également à la bourgeoisie jordanienne et à ses services secrets de les détruire, lorsqu'elles ne sont plus susceptibles de servir d'instrument de pression en vue d'un règlement pacifique.

VII

LA REVOLUTION DANS LES DEUX PARTIES DE LA JORDANIE

En évoquant le déplacement de la guerre de guérilla vers la Palestine nous ne devons pas négliger la lutte en Jordanie orientale, car ce pays est lié plus étroitement à la Palestine qu'avec les autres pays arabes. Le problème de la révolution en Palestine est dialectiquement lié à celui de la révolution en Jordanie orientale. Une série de complots entre la monarchie jordanienne, d'une part, et l'impérialisme et le sionisme, de l'autre, démontrent ce lien...

Les actions frontalières doivent être maintenues en vue d'assurer du renfort aux révolutionnaires luttant à l'intérieur de la Palestine.

Mais la lutte en Jordanie orientale doit emprunter sa voie juste, c'est-à-dire celle de la lutte de classes. La lutte révolutionnaire palestinienne ne peut servir — consciemment ou inconsciemment — de moyen de soutien pour la monarchie jordanienne derrière le paravent de l'unité nationale.

Le problème principal de la lutte révolutionnaire en Jordanie orientale est la fondation d'un parti marxiste-léniniste, possédant un programme d'action clair sur la base duquel il pourra organiser les masses afin qu'elles mènent jusqu'au bout leur rôle dans la lutte nationale et la lutte de classes. La liaison entre la lutte dans les deux régions doit être rendue possible par des organismes de coordination. Les tâches principales de ces organes de coordination sont les suivantes :

- garantir les renforts pour l'intérieur, pour la Palestine ;
- engager des actions frontalières contre l'ennemi sioniste ;
- agitation et organisation des paysans et des soldats dans la région frontalière.

C'est là la seule voie pour transformer • Amman • en un « Hanoi » arabe, c'est-à-dire en un hinterland pour les combattants révolutionnaires à l'intérieur de la Palestine.

LA RESISTANCE PALESTINIENNE

Systématiquement dénigrée par la presse, les mouvements de résistance palestiniens sont peu ou mal connus.

Nous retiendrons trois mouvements : l'O.L.P., Al Fatah, le F.P.L.P.

L'O.L.P. était autrefois dirigée par Ahmad Choukeyri, dont les propos irresponsables ont servi la cause palestinienne. L'O.L.P. est une pure création de la Ligue Arabe et son organisation militaire : l'ALP. (Armée de Libération Palestinienne) est une armée classique, intégrée aux armées arabes, dépendant à la fois du commandement de ces armées et de la bureaucratie palestinienne. Après la défaite de juin 1967, Choukeyri a été renvoyé à ses activités d'homme d'affaires et remplacé par l'avocat Yahia Hammouda.

Al Fatah est né en 1956 pendant l'occupation provisoire de la bande de Gaza. Il publie à Beyrouth l'hebdomadaire « Falastin ». Al Fatah est né en 1956 pendant l'occupation provisoire de la bande de Gaza. Il publie à Beyrouth l'hebdomadaire « Falastin ».

Le F.P.L.P., idéologiquement plus développé qu'Al Fatah, se réclame de la révolution socialiste. Il exhorte les Palestiniens à mener leur combat de libération nationale indépendamment des gouvernements arabes. Le F.P.L.P. s'exprime à Beyrouth par la voix du journal « Al Hurriya ».

Tant Al Fatah que le F.P.L.P. connaissent des difficultés avec les gouvernements arabes, et pas nécessairement les plus réactionnaires. C'est ainsi qu'en novembre dernier, des commandos du F.P.L.P. ont dû enlever à Damas même leur leader, le docteur Georges Habache, emprisonné avec d'autres dirigeants depuis le 19 mars 1968.

plate-forme

du front palestinien de libération populaire

Le raid des commandos palestiniens sur l'avion israélien à l'aéroport d'Athènes, le mois dernier, a mis en évidence la part importante que prend le Front Palestinien de Libération Populaire à la résistance palestinienne. Il s'agit d'un mouvement fort mal connu en Occident, où l'ensemble des guérilleros palestiniens est abusivement désigné du nom de « commandos du Fath ». Or, contrairement aux autres courants de la résistance palestinienne, le F.P.L.P. se réclame expressément de la révolution socialiste, refuse de s'inféoder à quelque Etat arabe que ce soit et rejette toute compromission avec la bourgeoisie. C'est que pour ses membres la vraie ligne de partage n'est pas celle qui oppose les Israéliens aux Arabes, mais bien camouflé, qui met aux prises les masses du Moyen-Orient avec l'impérialisme et ses suppôts locaux.

C'est dans cette optique qu'est conçue la présente plate-forme que nous publions pour la première fois en France. Bien qu'elle soit muette sur la manière dont le F.P.L.P. conçoit la coexistence future des Israéliens et des Palestiniens au sein du monde arabe de demain, il faut souligner que le tract distribué par le F.P.L.P. après l'attentat d'Athènes proposait explicitement à la population israélienne la perspective d'une PALESTINE BINATIONALE. Ce faisant, les fedayins reconnaissaient implicitement que les Juifs d'Israël ne sont pas de simples colons, mais bien une nationalité nouvelle qui s'est constituée, fût-ce au cours d'un processus colonial. Il s'agit là d'un pas en avant capital dans l'évolution de la pensée des révolutionnaires arabes et il est significatif qu'il soit dû à ceux qui, sur le terrain, se trouvent à la pointe du combat contre le sionisme.



LA CRISE DU MOUVEMENT DE GUERILLA EN PALESTINE

L'absence d'une théorie révolutionnaire

Le combat révolutionnaire palestinien se trouve à la croisée des chemins. Ou bien il servira la révolution, ou bien il déviera, consciemment ou inconsciemment, vers la contre-révolution. En effet, les conditions objectives de notre problème et notre combat révolutionnaire nous placent devant une responsabilité historique vis-à-vis de l'avenir du combat de libération et du choix historique : servir la révolution ou glisser dans la contre-révolution.

I GUERRE CLASSIQUE, GUERRE DE LA BOURGEOISIE, GUERRE REVOLUTIONNAIRE, GUERRE POPULAIRE

La bourgeoisie arabe a créé des armées de métier qui n'ont pas été en mesure de sacrifier leurs intérêts propres et leurs avantages garantis. Le militarisme arabe s'est transformé en appareil effectivement utilisé par la bourgeoisie nationale pour consolider sa position et réprimer les contradictions intérieures et le mouvement national.

Sous le couvert de résoudre la question nationale, la bourgeoisie a utilisé les forces armées pour renforcer sa domination bureaucratique sur les masses et empêcher les ouvriers et les paysans de se hisser au pouvoir. Elle a pratiqué dans nos pays une énorme politique de tromperie et d'hypocrisie. Elle a exigé, et exige encore toujours aujourd'hui, le soutien des travailleurs, mais sans organiser ceux-ci et sans qu'elle fasse progresser leur niveau idéologique. Dès qu'une couche de la bourgeoisie nationale arrive au pouvoir — normalement grâce à un putsch militaire et sans participation effective des masses — elle en revient immédiatement à sa position de classe bureaucratique originelle. Elle met sur pied un système de terreur qui permet en effet de parler de « Révolution », mais qui opprime en même temps chaque mouvement révolutionnaire et emprisonne tous ceux qui s'efforcent d'emprunter la véritable voie vers la révolution. Cette bourgeoisie arabe a trouvé dans le problème palestinien le prétexte pour détourner les masses arabes de leurs intérêts véritables et de leurs problèmes. La victoire à l'extérieur des frontières nationales — en Palestine — a toujours été le rêve de la bourgeoisie nationale, dont elle a parlé sans arrêt, afin de renforcer ses intérêts de classe et ses positions bureaucratiques. La bourgeoisie nationale s'appuie sur la théorie erronée d'une guerre traditionnelle pour arriver à réaliser ce rêve.

La guerre de juin 1967 a démontré que cette théorie était fausse. La direction nationale bourgeoisie a causé en effet la défaite totale. La meilleure stratégie de l'ennemi consiste à frapper vite. L'ennemi ne peut mobiliser ses forces armées en permanence ou durant une période prolongée car cette situation agraverait sa crise économique. Il bénéficie du soutien total de l'impérialisme américain qui lui livre les armes les plus modernes. Il se trouve ainsi dans une situation qui lui impose d'arracher une victoire militaire éclair. Grâce à l'aide de l'impérialisme américain, il jouit de la supériorité militaire et se trouve ainsi en position de pouvoir se livrer à un « Blitzkrieg ».

La meilleure stratégie à long terme de notre pauvre peuple est la guerre populaire. Notre peuple doit surmonter ses faiblesses et exploiter celles de l'ennemi. Il faut mobiliser la capacité de combat du peuple arabe et palestinien, ce qui requiert un processus d'apprentissage idéologique et politique permanent. L'affaiblissement de l'impérialisme et du

sionisme dans le monde arabe exige la lutte révolutionnaire comme méthode de confrontation avec la domination de l'impérialisme et du sionisme.

II LA GUERRE DE GUERILLA COMME MOYEN DE PRESSION DE LA BOURGEOISIE EN VUE D'UN « REGLEMENT PACIFIQUE »

Cependant, compte tenu des exigences à long terme de la guerre populaire, la lutte des guerillas a besoin des capacités potentielles des masses palestiniennes et arabes pour être en mesure de se transformer en mouvement populaire armé, possédant une idéologie claire qui lui permette de jouer un rôle déterminant dans le mouvement révolutionnaire. Visé impérialiste et sioniste au Proche-Orient, le peuple palestinien s'est trouvé projeté au premier plan de la lutte contre le sionisme et le colonialisme dirigés par les Etats-Unis. Le combat palestinien ne constitue cependant qu'une partie d'un tout, c'est-à-dire une partie de la lutte générale du mouvement révolutionnaire arabe et des mouvements de libération nationale du monde.

L'importance du lien unissant la lutte palestinienne à ce courant d'ensemble s'accroît compte tenu des tentatives permanentes de la bourgeoisie arabe et de l'impérialisme mondial, à la tête duquel se trouvent les Etats-Unis, d'arriver à un « règlement pacifique ». Car toutes les propositions tendant à rendre possible une solution politique du problème palestinien suppose.

- une solution dans l'intérêt de l'impérialisme et du sionisme ;
- la mise en question de l'efficacité de la lutte populaire comme instrument de libération ;
- le maintien de la liaison entre la bourgeoisie arabe et du marché mondial impérialiste.

Ce que craint la bourgeoisie, c'est d'être isolée de ce marché et de perdre son rôle d'intermédiaire entre le capitalisme mondial et le marché local. C'est pourquoi les pays producteurs de pétrole ont interrompu le boycott des pays occidentaux et c'est pourquoi aussi Mac Namara était prêt à accorder des crédits.

Lorsque la bourgeoisie arabe s'efforce de parvenir à un « règlement pacifique » du problème du Proche-Orient, elle se préoccupe en réalité du maintien des profits qu'elle retire de son rôle d'intermédiaire entre l'impérialisme et le marché intérieur.

La bourgeoisie arabe voit encore une issue à l'activité de guérilla, parfois même elle la soutient. Car la présence des guerillas représente encore toujours un moyen de pression pour obtenir un règlement pacifique. Eu égard au fait qu'elles n'ont pas d'appartenance de classe, ni de point de vue politique clairs, suite également à leurs liens avec la bourgeoisie, celles-ci restent encore impuissantes à opposer une résistance efficace à de pareilles tentatives. Une explication entre les guerillas et les partisans d'un règlement pacifique est inévitable. Pour cette raison, et également en raison de la possibilité d'une guerre limitée dans cette région, les guerillas doivent prendre des mesures populaires avec des objectifs clairs.

III PAS DE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE SANS THEORIE REVOLUTIONNAIRE

Le défi historique auquel doit faire face la lutte révolutionnaire au Proche-Orient exige des forces révolutionnaires l'analyse des causes des faiblesses de notre mouvement de guérilla, afin que nous soyons en état de faire face à l'impérialisme et au sionisme par un mouvement populaire ar-

mé. Celui-ci doit avoir un but clair et disposer de l'appui des masses combatives pour être assuré de la victoire.

La cause centrale de la faiblesse de la guérilla réside dans l'absence d'une idéologie révolutionnaire susceptible d'éclairer l'horizon politique des combattants palestiniens et d'être intégré à un programme politique et militaire qui doit être édifié par étapes. Sans idéologie révolutionnaire, la lutte nationale reste prisonnière des exigences pratiques et matérielles. La bourgeoisie arabe est prête à admettre que ces exigences de la lutte nationale soient partiellement remplies pour autant que cette lutte se cantonne à l'intérieur des limites qu'elle lui a assignées. On en voit un exemple clair dans l'assistance matérielle que l'Arabie Saoudite fournit à « El Fath », tandis que « El Fath » déclare de son côté ne pas vouloir s'intégrer dans les affaires intérieures des Etats arabes. Le but de cette politique de non-intervention est de garantir cette aide matérielle réduite de la bourgeoisie arabe. Comme la plupart des mouvements de guérilla sont idéologiquement désarmés, la bourgeoisie peut déterminer dans ce cas le sort de la guerre de guérilla. C'est pourquoi la lutte du peuple palestinien doit être soutenue par les travailleurs arabes qui luttent contre toutes les formes de domination de l'impérialisme, du sionisme et de la bourgeoisie.

Le programme d'action bâti par étapes ne peut être mené à terme sans idéologie révolutionnaire. Cette idéologie révolutionnaire est l'idéologie marxiste-léniniste qui contient les lois de la lutte de classes et du matérialisme historique et dialectique, et qui représente en fait la garantie de l'activité des masses à toutes les étapes de la lutte. En effet, le marxisme-léninisme sert les intérêts des travailleurs et lie la théorie à la pratique — dialectiquement, de sorte qu'aucun paradoxe n'apparaisse. Au contraire : dans le marxisme-léninisme la pensée est déterminée par la réalité sociale et agit à son tour sur cette réalité par la médiation de la conscience.

IV LA GUERRE DE LIBÉRATION EST UNE GUERRE DE CLASSES INSPIRÉE PAR UNE IDEOLOGIE REVOLUTIONNAIRE

Si nous considérons l'absence d'une idéologie révolutionnaire comme problème central en ce qui concerne l'avenir de la guerre de guérilla et également celui de notre mouvement nous devons donc prendre les initiatives et exposer les caractéristiques élémentaires qui représenteront une participation au processus de la dialectique historique du mouvement révolutionnaire. Nous n'avons pas le droit de nous contenter de négliger les problèmes de notre lutte révolutionnaire sous prétexte qu'elle est une lutte nationale et non une lutte de classes. En effet, la lutte nationale représente dans ses origines une question de la lutte de classes. La lutte nationale est une lutte pour la terre et ceux qui combattent dans ce but sont les paysans qui ont été chassés de leurs terres. La bourgeoisie est également toujours prête à se placer à la tête du mouvement national dans l'espoir de dominer le marché intérieur. Si la bourgeoisie devait réussir à s'emparer de la direction du mouvement national, elle entraînerait le mouvement à des compromis avec l'impérialisme et le sionisme sous le couvert d'un « règlement pacifique » qui renforcerait sa position. Celui-ci assure une relative prospérité quoique cette prospérité ne représente que l'utilisation d'une petite partie de la masse des richesses pillées dans nos pays par le néo-colonialisme par diverses méthodes.

(suite page 15)